

2012

DÉCEMBRE

N°38

4€

LA REVUE **TOUT!** est à nous !



DOSSIER

OÙ VONT LE VENEZUELA ET L'AMÉRIQUE LATINE ?

SOMMAIRE

Yann Cézard Editorial *Le vrai tournant*

P3

ACTU

Hugo Perlutti Précarité *Pas de changement pour les jeunes*

P4

Yann Cézard Face au gouvernement *Où va le Front de gauche ?*

P6

Dominique Lerouge, Ahlem Belhadj Tunisie *«Les violences à l'égard des femmes sont beaucoup plus fréquentes»*

P9

Jacques Chastaing Égypte *Une révolution permanente*

P11

Tithi Bhattacharya États-Unis *Le résultat électoral et ce qu'il nous dit pour la suite*

P14

DOSSIER

Patrick Guillaudat Après la nouvelle victoire de Chávez *Où va le Venezuela ?*

P16

Jean-Philippe Divès Venezuela *Les ressorts d'une politique extérieure erratique*

P23

Virginia de la Siega Gouvernements « progressistes » d'Amérique latine *De l'indépendance, mais pas de socialisme*

P25

REPERES

Henri Wilno La compétitivité *Une « dangereuse obsession » capitaliste*

P28

LECTURES

Pierre Levi Paul Frölich *Acteur et témoin de la révolution allemande*

P32

Henri Clément Jonathan Dee *Chronique d'une ascension sociale*

P34

Vandermeulen, Casanave *À la rencontre de Percy et Mary Shelley*

P34

Clifford *Simak, l'humaniste*

P35

Pour contacter la rédaction de Tout est à nous!, la Revue : contact-revue@npa2009.org



Photothèque Rouge/Mjameron

Le vrai tournant

PAR YANN CÉZARD

Un tournant dans sa politique ? Hollande, lors de sa conférence de presse du 13 novembre, l'a nié : « *Ni virage, ni tournant.* » Pour une fois il dit vrai. Certes, lors de sa campagne, il avait daigné parfois faire entendre une petite musique de gauche (« *mon ennemi c'est le monde de la finance* »). Il faut bien se faire élire. Mais les paroles étaient claires : il serait le président de la rigueur... mais « juste ». Il est donc dans sa ligne droite, et après les mesurette de l'été, comme la taxe -exceptionnelle et exemptant les revenus du capital - de 75% sur les millionnaires, le voilà qui ne cesse d'accélérer. Le traité d'austérité européen, « qu'il renégocierait » ? Il l'a ratifié.

Et maintenant il « assume » : le nucléaire, l'augmentation des impôts pour les classes populaires, la baisse massive des dépenses publiques, et même... l'absence de résultats à prévoir pour les chômeurs : jusqu'à la fin 2013 « nous allons avoir une hausse continue du chômage. (...) Cela va être difficile à vivre pour des familles, des territoires, des entreprises. » Il assume tout. Sauf le droit de vote des étrangers. Et il fonce. En dix jours, il aura annoncé deux « chocs ». Le « choc de compétitivité » : réclamé par le patronat, il est rebaptisé « pacte ». Cela fait plus républicain... Mais pacte avec qui ? Pas avec les salariés, les chômeurs, et ceux qui l'ont élu. Mais avec les patrons et son « ennemi » la finance. Encore qu'il ne s'agisse pas d'un « pacte » : où est le « donnant-donnant » ? Le patronat



Garitan/Wikimedia commons

réclamait 30 milliards de baisse de « charges » sociales. Il aura 20 milliards de baisse d'impôts, financés par la population via la TVA et les baisses de dépenses publiques. Sans avoir à rendre de comptes sur ce qu'il fait réellement de cet argent. La « TVA sociale » de Sarkozy va se faire ! Le « choc de rigueur » : 60 milliards d'euros de baisse des dépenses publiques sur cinq ans, soit 12 milliards chaque année. 12 milliards ? C'est le montant des coupes de l'ère Sarkozy... sur quatre ans !

SARKOZY A ÉTÉ BATTU EN MAI ? QU'IMPORTE !

C'est bien la politique dont Sarkozy fut le nom qui sera appliquée, par son vainqueur. Voilà donc le vrai sens politique de cette conférence de presse. Finies les soi-

raison. Il cautionne ainsi la pire propagande patronale, qui prétend que l'économie est en crise à cause du « coût du travail », que les salariés sont au chômage parce qu'ils sont trop payés et trop protégés, que les entreprises coulent parce que les riches payent trop d'impôts. Ce pouvoir « de gauche » fait ce que la droite n'avait pas les moyens de faire : montrer qu'il n'y a pas d'autre politique possible que la fuite en avant libérale et l'austérité, qu'il faut se résigner.

C'est le vrai tournant : le recyclage de l'escroquerie du célèbre « TINA » (« There is no alternative » – il n'y a pas d'alternative) de Margaret Thatcher par les socialistes, qui ne font plus semblant d'être socialistes.

Il n'est donc plus possible de fermer maintenant les yeux sur la réalité de ce gouvernement, de croire ou faire croire qu'on pourrait être « ni dans la majorité ni dans l'opposition ». Face au piège socialiste, face à la machine à résignation et désespoir qu'est ce gouvernement de gauche qui fait une politique de droite, il doit y avoir une alternative, une opposition radicale, sur le terrain de la lutte de classe, en rupture avec le capitalisme. □

disant hésitations et demi-mesures. Maintenant il faut « dire la vérité », il faut « être sérieux », il faut annoncer clairement que la politique qui sera menée sera la seule possible, l'austérité massive et brutale. C'est ce qui a mis en joie, à l'issue du show présidentiel, Parisot et le Medef (« nous avons été entendus »), et l'essentiel de la presse (aux ordres de ses riches propriétaires). Tout ce beau monde avait mené, dès la fin des élections, une campagne massive et agressive, pour dénoncer les attaques (imaginaires) contre les riches et les entreprises et exiger l'austérité et de nouvelles réformes libérales, contre le CDI, le code du travail, les services publics, la sécurité sociale. Hollande leur donne ouvertement et officiellement

PRÉCARITÉ

Pas de changement pour les jeunes

PAR HUGO PERLUCCI

Censés lutter contre le chômage des jeunes, les nouveaux dispositifs proposés par le gouvernement – emplois d'avenir et contrats de génération – ne font que perpétuer une politique de précarisation de l'emploi qui bénéficie aux seules entreprises.

Les premières mesures du gouvernement en direction de la jeunesse ont été votées. Celle-ci se voit proposer des «emplois d'avenir», dont les premières signatures ont eu lieu le 8 novembre. Elle «bénéficiera» également à terme de «contrats de génération», dispositif d'embauche d'un jeune en lien avec le maintien dans l'entreprise d'un senior qui a été avalisé par l'ensemble des confédérations syndicales. Toutes ces nouvelles mesures s'inscrivent de fait dans la mise en place d'emplois aidés comme solution au chômage des jeunes. Ce type de réponse politique ne date pas d'aujourd'hui. Elle est non seulement inadaptée à l'ampleur du chômage chez les jeunes – 25,2% en 2012 – mais s'avère aussi inefficace, sauf pour les entreprises, qui sont les seules à en tirer profit.

Dès la montée du chômage dans les années 1970, l'État a commencé à mettre en place des politiques spécifiques d'emploi. Les premiers contrats aidés ont été lancés en 1977. Depuis, tous les gouvernements ont eu recours à ce type d'instrument. Dans le discours dominant, un argument a commencé à être alors martelé : il y aurait un problème de «l'insertion des jeunes». Lors du premier gouvernement socialiste de Pierre Mauroy, en 1981, l'insertion des jeunes a été promue obligation nationale. Depuis lors, l'État n'a jamais cessé de créer, modifier des dispositifs ou contrats spécifiques pour les jeunes, dérogoires au droit commun du travail.

LE FIASCO DES «EMPLOIS JEUNES»

Lorsque le PS est revenu au gouvernement, après les élections législatives de 1997, Lionel Jospin a ainsi lancé les «emplois jeunes». C'était des CDD d'une durée maximale de cinq ans, réservés aux moins de 26 ans, avec une extension possible pour les jeunes âgés de 26 à 30 ans, et dont le salaire était pris en charge par

l'État à hauteur de 80% du Smic. Les secteurs visés étaient les établissements scolaires, la police nationale, les collectivités territoriales, les établissements publics et les associations.

Quel a été le bilan de ces «emplois jeunes»? Le problème principal a été évidemment la pérennisation des contrats. Une fois que les aides de l'État se sont tariées, c'était retour à la case chômage. Cela a été le cas, de fait, pour tous les emplois aidés dans le secteur non marchand. Au début des années 2000, lorsque la question de la pérennisation des «emplois jeunes» a été posée, aucune embauche supplémentaire n'a été mise en place dans les secteurs concernés. Même si, de leur côté, les jeunes salariés qui étaient sous ce statut se sont mobilisés, ont demandé leur embauche en CDI.

Les emplois aidés sont un instrument utilisé aussi bien par les gouvernements de droite que de gauche. Après avoir diminué durant les années 2000, leur nombre, fixé à 340 000 en 2011, a été réévalué à 420 000 la même année par Xavier Bertrand. En ce sens, les mesures annoncées pour les jeunes après l'élection de François Hollande s'inscrivent dans la continuité de la politique de l'UMP.

Plusieurs raisons expliquent cela. Le recours à ces mesures est un bon moyen de faire baisser temporairement les statistiques du chômage. Lorsque le gouvernement précédent a déjà utilisé de tels dispositifs, ne pas y recourir à son tour signifierait aussi laisser grimper les chiffres du chômage. A défaut de créer massivement des emplois stables dans le secteur public ou de s'opposer aux plans de licenciement dans le privé, il est donc plus facile de pérenniser ce type de contrats, quitte à les renommer autrement. Mais il y a aussi d'autres motivations à leur maintien.

EFFET D'AUBAINE

Dans le secteur public, les emplois aidés représentent un bon moyen de remplacer des postes de titulaires supprimés ou manquants par des emplois précaires. Et dans le secteur marchand, ils représentent une véritable aubaine pour les entreprises. La grande majorité des employeurs recourant à ce type de dispositifs est en demande de personnel. Plutôt que d'embaucher un CDD ou un CDI, il leur est plus profitable de prendre un salarié sous contrat aidé, avec à la clef des exonérations de cotisations ou encore une partie du salaire prise en charge par l'État. Lorsqu'il s'agit d'aider les entreprises à faire des profits au détriment du droit du travail, l'État n'hésite pas à intervenir!

Il n'y a aucune raison pour que les emplois d'avenir ou les contrats de génération proposés par le gouvernement actuel produisent des effets différents. Les emplois d'avenir demeurent un dispositif fiscal, où l'État prend en charge 75% du salaire au niveau du Smic dans le secteur non marchand et 35% dans le secteur marchand. La durée de ces contrats est de trois ans maximum et ils seront majoritairement en CDD. Le contrat de génération vise, lui, spécifiquement le secteur marchand. En échange d'embauches de jeunes et du maintien en activité de leurs salariés de plus de 57 ans, les entreprises recevront des exonérations de cotisations sur les salaires les plus bas. Cela aura notamment pour effet pervers d'inciter les entreprises à maintenir les salaires au plus bas, afin de bénéficier au maximum des exonérations.

Bien entendu, ces contrats ne résoudront en rien le problème du chômage des jeunes. Il est ainsi avéré que le nombre d'emplois aidés destinés aux jeunes dans le privé évolue de manière inverse à celui des contrats en alternance : lorsque les premiers diminuent, les seconds augmentent, et inversement. Au niveau du nombre de jeunes embauchés, le résultat

1. «Les contrats aidés dans la politique de l'emploi», Cour des comptes, octobre 2011.

est nul. Un rapport de la cour des comptes daté d'octobre 2011 l'a dit explicitement : «L'aide associée au contrat influe sur le profil de la personne embauchée, modifiant l'ordre de la file d'attente.» La file d'attente des chômeurs reste aussi longue, ce sont seulement les profils des jeunes embauchés qui changent.

LE STAGE, UN MÉTIER D'AVENIR

Ces contrats n'amélioreront pas plus la fameuse «insertion des jeunes» sur le marché de l'emploi. Dans le privé comme dans le secteur public, ils maintiendront durablement les jeunes dans une situation de précarité, ces derniers constituant une main d'œuvre plus corvéable, car jetable dès la fin des aides ou des dispositifs. Ces contrats viendront ainsi compléter toute une série de statuts dérogatoires qui existent déjà : apprentis, stagiaires, jeunes en service civique, assistants d'éducation et pédagogiques...

Le problème du chômage des jeunes demeure donc. Le patronat n'hésite pas à dire qu'il serait dû à l'inadéquation des études avec l'emploi. Une façon commode de renvoyer sur l'université et la formation scolaire la responsabilité du chômage, en dédouanant les entreprises. Derrière ce mensonge, le patronat cherche en fait à faire supporter à l'université le coût de la formation initiale des salariés aux postes de travail, qu'il devait prendre en charge auparavant. Et il y arrive en

grande partie, comme en témoignent les nombreux modules « professionnalisants » désormais intégrés dans les maquettes pédagogiques des filières universitaires, ou encore la généralisation des stages dans tous les cursus et ce dès la licence. Les Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche ont d'ailleurs préconisé un rapprochement systématique et à toutes les échelles du privé avec les universités. Bien entendu, les stages permettent aussi de remplacer de véritables emplois par une main d'œuvre payée en dessous du Smic et totalement corvéable. Mais cela fait partie de la formation...

Pour les capitalistes, les jeunes demeurent donc une variable d'ajustement, à l'instar d'autres populations. Davantage exposés aux contrats les plus précaires (intérim, CDD, alternance...), ils sont aussi souvent les premiers licenciés, selon la règle du dernier arrivé, premier dehors. Cette précarité imposée à la jeunesse sur le marché du travail constitue un problème pour les jeunes mais aussi pour l'ensemble des travailleurs, car elle contribue à remettre en question les conditions de travail de tous. Elle instaure une concurrence qui sert à tirer les salaires vers le bas, à fragiliser les garanties collectives qui peuvent encore exister.

POUR EN FINIR AVEC LA PRÉCARITÉ

Ces dernières années, cette politique a rencontré des résistances, parfois mas-

sives. L'exemple le plus marquant a été la lutte contre le contrat première embauche (CPE). Lancé par Dominique de Villepin, en janvier 2006, il a dû être retiré après la mobilisation de plusieurs millions de personnes dans la rue. Il prévoyait une période d'essai de deux ans pour les jeunes de moins de 26 ans. Ce mouvement a marqué le refus des contrats précaires par une génération entière de jeunes et reste l'une de leurs dernières victoires.

Dans un contexte où l'accès à un premier emploi stable est de plus en plus tardif -27 ans en moyenne-, l'aspiration des jeunes à obtenir un vrai contrat de travail et un vrai salaire est toujours présente. En revanche, l'attitude des confédérations syndicales et des partis de la gauche institutionnelle est loin d'être à la hauteur des enjeux. Elles et ils acceptent pour la plupart les contrats aidés comme un moindre mal... Il devient pourtant urgent d'en finir avec cette politique. Le seul contrat valable pour les jeunes reste le CDI. Il revient donc aux anticapitalistes de mener ce combat, en proposant des initiatives pour mettre fin à tous ces contrats précaires, obtenir un CDI pour tous et imposer une allocation d'autonomie pour les jeunes. □

Cortège étudiant en octobre 2010 à Cherbourg. © Photothèque Rouge/Franck Houlgatte



FACE AU GOUVERNEMENT

Où va le Front de gauche ?

PAR YANN CÉZARD

Le Front de Gauche et notamment le PCF ont décidé d'adopter, face au gouvernement Ayrault, une attitude critique mais constructive. Une position ambiguë, source de tiraillements internes, qui vise à préserver les intérêts des élus locaux mais réduit d'autant la capacité de cette gauche antilibérale à s'opposer frontalement à la politique d'austérité menée par le PS.

Le Front de gauche a remporté d'indéniables succès au printemps dernier. Des dizaines de milliers de personnes ont afflué à ses meetings de la présidentielle. Il a accru son influence dans les milieux syndicaux. Il continue semble-t-il d'enregistrer des adhésions nouvelles, notamment le PCF. Celui-ci se vante ainsi d'avoir accueilli quelques milliers de nouveaux membres depuis la présidentielle et de compter aujourd'hui 80 000 militants, dont 8 000 élus, ce dernier chiffre ayant le mérite d'être fiable. Mais qu'est-ce que le Front de gauche compte faire de ces avancées ?

AVEC OU CONTRE LE POUVOIR SOCIALISTE ?

Il n'a pas rejoint le gouvernement. Heureusement. Il a préféré opter pour l'attitude adoptée par le PCF en 1984-1986 puis en 1988-1993, en évitant la participation gouvernementale suicidaire de l'époque Jospin (1997-2002). Mais il n'a pas choisi pour autant d'être dans l'opposition ! Lors des législatives, la musique parfois radicale des discours tenus par Mélenchon lors des présidentielles s'est effacée, laissant la place à la rengaine traditionnelle des notables de la « vraie gauche »... qui ne veulent pas casser la baraque ! C'était le produit d'un deal. À Mélenchon, le tribun tonitruant dénonçant en abondance « Hollandréou » alias « le capitaine de pédalo », la candidature à la présidentielle. Au PCF, le quasi-monopole des candidatures dans des circonscriptions gagnables. Les candidats du Front de gauche – pour l'essentiel des élus locaux PG et PCF

associés à des exécutifs municipaux, départementaux, régionaux à dominante socialiste – proposaient alors de « faire réussir la gauche », de « colorer » la nouvelle majorité parlementaire, pour « gauchir » les décisions du nouveau pouvoir. Un pied dedans, un pied dehors... Ce qui imposait de mettre une sourdine aux dénonciations de la politique socialiste.

Le PCF détient aujourd'hui l'essentiel des sièges de députés et de sénateurs du Front de gauche et la présidence des groupes du Sénat et de l'Assemblée nationale. Sur les questions parlementaires, c'est donc lui qui donne le ton. Or, si Mélenchon prônait en juin le « ni-ni », « ni dans la majorité ni dans l'opposition », le PCF se veut semble-t-il encore plus conciliant avec les socialistes, sans d'ailleurs s'attirer les foudres de ses alliés. Il y a pourtant déjà un bilan du gouvernement Ayrault-Hollande : l'austérité menée est d'une brutalité inouïe. *L'Humanité* informe d'ailleurs fort bien de cela. En septembre, le Front de gauche a mis le paquet à la rentrée sur la mobilisation contre le traité d'austérité européen, reprochant à juste titre à Hollande de se rallier à la politique de Merkozy. Mais dans l'ambiguïté. Pour Mélenchon, la manifestation du 30 septembre n'était pas pour autant une manifestation « contre le gouvernement ».

LE VOTE DU BUDGET COMME ÉPREUVE DE VÉRITÉ

Or, traité ou pas, l'austérité se concrétise par un budget, l'augmentation des impôts pour les classes populaires, des attaques contre les services publics et la Sécurité sociale. À l'Assemblée nationale, les députés Front de gauche ont voté le collectif budgétaire en juillet. Mais en octobre, ils ont voté contre la partie dépenses du budget 2013, qui s'inscrivait dans la logique du traité d'austérité européen, et contre le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), puis contre la loi Brottes sur l'énergie qui va augmenter la facture des plus pauvres. En revanche, ils se sont abstenus sur le volet recettes du budget de l'Etat, car ils y voyaient des « avancées ».

Suite à ces votes négatifs, le Front de Gauche a été accusé par le PS de pactiser avec la

droite. La réponse de la présidente du groupe Front de gauche au Sénat, Éliane Assawsi, dans *L'Humanité* du 2 novembre, a été lourde de sens : « *Le gouvernement veut nous présenter dans une posture d'opposition, ce qui n'est pas du tout le cas. Nous sommes dans la majorité parlementaire, pas dans l'opposition. [...] Je demande qu'on nous entende, que les élus communistes, qui ne sont pas dans l'opposition mais dans la majorité, soient entendus.* » Le PCF serait donc dans la « majorité parlementaire » sans être dans la « majorité gouvernementale » ?

En novembre, les socialistes ont encore accéléré leur politique d'austérité, avec le « pacte de compétitivité ». Au pied du mur, les sénateurs Front de gauche ont eux aussi logiquement

En 2014, les municipales...

Dans son blog, Jean-Luc Mélenchon fait lui-même le lien entre les hésitations politiques de son camp et les élections municipales à venir : « Avec en toile de fond les prochaines municipales, les chefs socialistes font la tournée des oreilles qui peuvent entendre. Douce musique. A condition d'être bien sages, il y aurait des récompenses en 2014. Selon moi c'est peine perdue. D'abord parce qu'en 2014, il n'est pas sûr du tout que les socialistes soient une fréquentation si populaire que ça. (...) Ensuite parce que tout le monde sait que les socialistes ne tiennent aucune parole ni aucun accord, comme l'exemple leur en vient de haut. Ils ne connaissent que les rapports de force. Bien fou donc qui se fie à leurs caresses et promesses un an et demi avant l'heure. Le plus sage est de refuser la petite musique municipale et de s'en tenir à ce budget pour ce qu'il est : la plus grande restriction de finance publique depuis le milieu du siècle dernier. »

Que penser alors de l'attitude des élus du Front de gauche à Paris ? Ils ont bien dénoncé le renvoi scandaleux de 300 contrats aidés par la Ville de Paris. Les socialistes les ont envoyés dans les cordes au conseil municipal. Mais ils ne comptent pas en faire une campagne publique d'interpellation de la population parisienne... Alors que l'une des grandes revendications du programme du Front de gauche est : « Titularisation des 800 000 précaires de la fonction publique. » □



voté contre la partie dépenses du budget. Mais les communistes ont encore tenu à dire qu'ils voulaient être de la « majorité parlementaire ». Pierre Laurent et les présidents (communistes) des groupes Front de gauche du Sénat et de l'Assemblée nationale ont été reçus le 8 novembre par Ayrault. Ils lui ont répété qu'avec eux le Sénat ne serait pas une simple chambre d'enregistrement, qu'ils continueraient de défendre leurs positions, mais qu'ils tenaient à être associés au travail d'élaboration des lois en amont... Pierre Laurent s'est félicité du « rétablissement du dialogue nécessaire ». L'axe central des législatives est ainsi maintenu : dénoncer le renoncement du parti socialiste

à mener « une politique de gauche », tout en faisant croire que les élus du Front de gauche, par une attitude « constructive », pourraient « infléchir à gauche » la politique socialiste. Alors qu'elle prolonge ouvertement le sarkozysme ! Le Front de gauche renonce ainsi à la dénoncer radicalement et à faire vivre une volonté de résistance contre le gouvernement, sur sa gauche.

Ces contorsions visent à défendre les intérêts très concrets des appareils du PG et du PCF. Leurs milliers d'élus travaillent quotidiennement avec les socialistes, gèrent avec eux des exécutifs dans tout le pays, se font élire partout avec eux à la tête des villes, départements et

régions, sur des listes communes de premier ou de second tour. Alors la plupart souhaitent ne pas trop « décrocher » des socialistes...

L'exercice hypocrite et démobilisateur auquel se livre le Front de gauche pourrait cependant vite s'avérer intenable, se transformant en grand écart, entre la collaboration avec les socialistes et l'opposition à l'austérité, entre les notables accros à « l'union de la gauche » et les militants qui veulent se battre.

MÉLENCHON, LE REBELLE ?

Alors le grand homme du PG s'inquiète, dans



un billet récent de son blog, intitulé «Un novembre Moch»: «J'écris ces lignes depuis mon séjour de repos, à la campagne [...]. Je crois que j'ai raté le meilleur de l'automne. Le ciel est bas, la lumière est pauvre, le ciel se dégorge sans grâce.» Un novembre «Moch» parce que les socialistes semblent prendre pour héros le ministre socialiste de l'intérieur de l'après-guerre, Jules Moch, qui fit écraser des grèves ouvrières! Loin donc de reprendre les formules complaisantes des sénateurs communistes à l'égard du gouvernement Ayrault, Mélenchon affirme: «La social-démocratie est un astre mort.» Quel destin alors pour la nouvelle étoile, le Front de gauche? Le leader du PG se veut confiant: «La hantise que le Front de Gauche représente a été bien résumée dans un article du Monde rapportant une remarque de François Hollande selon laquelle la nouveauté de la situation à gauche vient du fait que le Front de Gauche "cherche davantage à être une alternative qu'un aiguillon de la majorité socialiste". Le but est donc de diviser cette nouvelle force. Comment? En isolant les "méchants PG" des "gentils PC" avec qui on peut parler. Peine perdue.»

Il propose donc l'affrontement avec les socialistes, pour devenir cette alternative visible: «Avec ce budget, un cercle vicieux infernal va être amorcé qui va enchaîner récession, endettement croissant et chômage aggravé. Selon moi, on ne peut absolument pas laisser passer sans réagir avec une extrême fermeté. Il faut voter contre, résolument. Il s'agit de cette façon de poser un acte politique qui ait un sens clair et compréhensible par tous.» Voilà qui pourrait sonner comme un désaveu pour les votes ambigus des camarades communistes... Mélenchon signale d'ailleurs à juste titre que cette ambiguïté n'est pas compatible avec la solidarité avec les luttes: «Car ce budget va déclencher des luttes et des protestations sociales en chaînes dans tous les secteurs de la société. Nous nous préparons à être solidaires des luttes et non pas du budget qui les aura déclenchées. Pas question d'être pris en otage d'un vote qui liera tous ceux qui ne s'y seront pas opposés.»

Mélenchon rappelle donc ses ambitions: «Voter contre le budget a un sens politique clair: [...] nous sommes capables de gouverner autrement le pays à gauche. Nous ne sommes pas l'aiguillon de l'actuel gouvernement. Nous sommes sa relève.» Reste à savoir avec quel programme exactement, là est aussi la question...

LAURENT, LE CONSTRUCTIF?

Une envolée lyrique qui n'a apparemment

pas convaincu le secrétaire national du PCF! Pierre Laurent, dans une interview publiée dans le *Journal du Dimanche* du 3 novembre, se plaint certes du gouvernement: «Il n'est pas à la hauteur.» Mais il tient à se montrer «constructif». A la question «êtes-vous dans l'opposition au gouvernement?», il répond: «Nous ne sommes pas une opposition de gauche. Nous sommes une force de construction. Quand les mesures proposées vont dans le bon sens, nous les votons comme nous l'avons fait pour le renforcement de la loi SRU ou pour la fin du bouclier fiscal. Mais nous refusons ce qui nous paraît contraire à l'opinion populaire.» On pourrait presque croire que la balance est égale entre le bon et le mauvais dans les «réformes» du gouvernement!

Face à la question du «bilan à tirer du gouvernement» – qu'il ne peut quand même pas juger «globalement positif» –, Pierre Laurent esquisse: «La question du bilan ne m'intéresse pas beaucoup. Ce qui compte c'est le cap. Est-ce que le cap du gouvernement permet d'affronter la crise? Non, pour le moment ce cap n'est pas le bon. Nous demandons qu'il soit corrigé.» En revanche, à la question «êtes-vous, comme le pense Jean-Luc Mélenchon, un recours à un éventuel échec de cette majorité?», sa réponse se fait lapidaire: «L'heure n'est pas à faire des paris sur l'avenir. Je ne souhaite pas un échec de la gauche, qui servirait à l'évidence la droite de Copé et Fillon.» Bing sur la tête de l'ancien candidat commun!

A CHACUN SA PRIORITÉ

Ce tiraillement au sein du Front de gauche est manifestement lié à une divergence de préoccupations. Le PCF a pour priorité la sauvegarde des ses positions institutionnelles, liées à «l'union de la gauche», alors que Mélenchon joue une carte plus personnelle, attendant que le peuple vienne le chercher en ultime recours... Un jour... Par les urnes... Sauf qu'il y a une urgence: résister à l'austérité concrètement, afin que des millions de gens puissent redresser la tête, avoir l'occasion de riposter, créer un nouveau rapport de forces.

Pour l'instant ni le PG ni le PCF n'invitent réellement les militants et sympathisants du Front de gauche à tenter de rendre cela possible. La lutte des classes, Mélenchon, en accord avec toute la direction du PG comme celle du PCF, en fait le domaine réservé des organisations syndicales. Comme il le disait au moment des grèves contre la réforme des retraites de l'automne 2010: «Ma politique, c'est suivre les syndicats, suivre les syndicats,

suivre les syndicats.» Or les directions des principales confédérations ont opté pour le «dialogue social» et la coopération avec Hollande. Contre la volonté de nombre de militants et de sections syndicales, elles n'impulsent pas, elles verrouillent. C'est bien pour cela que le NPA propose de s'opposer ensemble, clairement, à la politique de Hollande, et de préparer la riposte nécessaire. □

Quelle organisation pour le Front de gauche?

Pour l'instant, le Front de gauche reste un cartel d'organisations dominé par le PG et plus encore par le PCF. D'où un débat en son sein, animé notamment par des militants des plus petites organisations: permettre une adhésion individuelle au Front de gauche. Cela semble tomber sous le sens... Et pourtant, le PCF bloque. Cela pourrait relativiser son hégémonie, modifier un peu les rapports de forces, accentuer le débat public et militant sur la stratégie... et le rapport avec les socialistes. □

TUNISIE

« Les violences à l'égard des femmes sont beaucoup plus fréquentes »

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE LEROUGE

Dans la nuit du 3 au 4 septembre 2012, une femme a été violée en Tunisie par des policiers. Le ministère de l'Intérieur a immédiatement déclaré que la victime avait été surprise dans une « situation indécente ». Un juge d'instruction l'a ensuite convoquée pour « atteinte à la pudeur » ! Retour sur cet événement, qui a mobilisé la société civile, avec Ahlem Belhadj, féministe tunisienne et militante révolutionnaire.

Où en est l'affaire du viol au niveau judiciaire ?

Cette affaire est extrêmement symbolique de la violence envers les femmes, surtout en matière sexuelle. Ce viol honteux et inadmissible a été effectué par des flics qui étaient censés protéger cette jeune femme. De victime, elle s'est retrouvée accusée pour « atteinte à la pudeur » ! Le message est clair : on veut faire comprendre aux femmes victimes de viol que si elles portent plainte, elles risquent de se retrouver elles-mêmes accusées.

Grâce au courage de cette femme et de son ami, ainsi qu'à une très grande mobilisation de la société civile, des associations de femmes et de simples citoyen(ne)s, le président de la République s'est excusé officiellement au nom de l'Etat tunisien. Il a promis la possibilité que le second procès pour « atteinte à la pudeur » soit classé. Mais ce n'est pas encore fait, et nous restons mobilisé(e)s.

Assiste-t-on à une augmentation du nombre de viols ?

De façon générale, les violences à l'égard des femmes sont beaucoup plus fréquentes. Mais il est difficile d'affirmer que les viols

sont plus nombreux. Les données recueillies au centre d'écoute des femmes victimes de violences de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) ne nous permettent pas en effet d'avoir des chiffres, mais seulement une analyse qualitative.

Quelle est l'évolution dans le temps des violences envers les femmes ?

Une enquête réalisée en 2010 avait montré que 47,9% des Tunisiennes avaient subi au moins une forme de violence : morale, physique, économique ou sexuelle. D'après cette même étude, seulement 5% ont eu recours à des autorités étatiques ou à des associations. Pendant la révolution de début 2011, nous avons fait un rapport concernant les régions de l'intérieur, largement réprimées, ainsi que les grandes villes. Notre étude démontrait que les violences à l'égard des femmes étaient généralement sous-déclarées. Il s'agissait souvent de violences à connotation sexuelle. A l'heure actuelle, des violences de ce type se font sentir de plus en plus. Elles sont légitimées par une campagne contre les droits des femmes au nom de la « moralité » et de la « protection des bonnes mœurs ». Il y a beaucoup de pressions sur les femmes concernant la façon de s'habiller, la possibilité de sortir, le choix des personnes qui les accompagnent ou des endroits qu'elles fréquentent. Plusieurs femmes ont été arrêtées parce qu'elles étaient dehors tard dans la nuit, ou parce qu'elles étaient avec un étranger ou que leurs vêtements étaient jugés indécents.

Ce genre de « campagne pour la protection des bonnes mœurs » avait déjà existé sous Ben Ali et Bourguiba. Mais cette fois-ci, cela se passe sous couvert de « moralité » et de « comportement conforme à la religion », et plusieurs groupes religieux extrémistes ont pris le relais. Ils sont encouragés par l'attitude des institutions en place. De nombreuses

femmes ont été intimidées sur leur lieu de travail, dans la rue ou leurs familles.

Quelle est la responsabilité d'Ennahda et de son gouvernement dans cette situation ?

Sa responsabilité est double. Premièrement, les institutions qui devraient protéger les femmes ne jouent pas leur rôle. C'est par exemple le cas de la police, des hôpitaux, etc. Il y a également l'absence de structures d'accompagnement des femmes lorsqu'elles sont victimes de violences.

S'y ajoute l'impunité de ceux qui agressent des femmes. Récemment, une pharmacienne a été chassée de la localité où elle exerçait, par des salafistes et des personnes qui se sont associés à eux. Ceux-ci expliquaient qu'ils n'acceptaient pas qu'une femme travaille seule la nuit en compagnie d'un homme. La justice n'est pas intervenue.

Ennahda porte la responsabilité de tout cela : quand on ne fait rien, on encourage ce type d'agissements. Mais j'irais plus loin, je pense qu'il s'agit-là d'un projet d'Ennahda, comme le prouvent les propos de Rached Ghannouchi, le leader historique d'Ennahda, lorsqu'il dit que son mouvement ne veut pas changer la situation par en haut, mais par en bas.

A Bruxelles, le Premier ministre tunisien a dénoncé les policiers. L'a-t-il fait en Tunisie ?

En ce qui concerne les faits, le Premier ministre est très mal à l'aise et tient les mêmes propos à Bruxelles et à Tunis : il ne pouvait pas faire autrement que confirmer que les policiers ont été arrêtés et qu'ils seront condamnés. Mais il n'a rien dit au sujet de la plainte déposée contre la jeune femme pour « attentat à la pudeur ». Ce que nous voulons entendre, c'est une position claire sur la deuxième affaire où la jeune femme se retrouve accusée.



Pour nous, la gravité, au-delà de celle des faits, c'est le message qui est propagé: «*Si elle a été violée, c'est qu'elle l'avait bien cherché, c'est parce que ce n'est pas une fille bien et qu'elle le mérite quelque part.*» D'ailleurs, avant même de saisir le parquet, le porte-parole du ministère de l'Intérieur avait commencé par déclarer avec insistance que les faits avaient eu lieu à 1 heure du matin et qu'elle était dans une «situation immorale».

Sur d'autres affaires semblables, les déclarations publiques d'Ennahda sont fréquemment du même type: ne pas s'opposer à des sanctions contre des faits prouvés, mais mobiliser l'opinion publique pour transformer les victimes en accusées.

Face à Ennahda, que penser de ceux qui proposent un vaste front allant des anciens bourguibistes et bénalistes jusqu'à la gauche ?

Plusieurs problèmes se posent avec Ennahda. Il y a d'une part ceux concernant la démocratie et les libertés, mais il y a aussi les problèmes économiques et sociaux, et c'est cela le fond. Si la Tunisie va aussi mal, c'est non seulement parce qu'aucune réponse n'a été apportée aux revendications des couches sociales les plus défavorisées et des couches moyennes, mais qu'au contraire leur situation s'est dégradée avec la politique des néolibéraux d'Ennahda. On assiste à l'augmentation du nombre de chômeurs, qui sont peut-être aujourd'hui 1 million, ainsi qu'à une hausse importante des prix. La vie quotidienne est de plus en plus difficile. Pour cette raison, vouloir réaliser ce type de front contre Ennahda, sans tenir compte de l'aspect économique, est un mauvais choix.

Que penser de la présentation d'Ennahda comme d'un parti islamiste modéré ?

Je ne pense pas que cela soit vrai. Nous contestons cette notion même. Ennahda est un mouvement très hétérogène dans lequel se coïtoient extrémistes et modérés. Certes, certains de ses membres sont modérés, mais le projet lui-même n'est pas modéré. Ennahda refuse, par exemple, d'inscrire dans le préambule de la Constitution la référence à l'universel en ce qui concerne les droits humains. Il s'agit d'un message très fort. C'est un repli identitaire religieux qui est très inquiétant, et tous les élus d'Ennahda ont voté cela.

La Tunisie se dirige-t-elle, d'après toi, vers une dictature théocratique à l'iranienne ?

En cas de contre-révolution, le risque serait celui-là. Mais je suis plus optimiste. En effet,



Ahlem Belhadj est surtout connue comme présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD). Médecin hospitalier, syndicaliste de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), elle est aussi militante trotskyte depuis des années et membre de la LGO (Ligue de la gauche ouvrière), une des organisations constitutives du Front populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution, qui regroupe l'ensemble de la gauche radicale et nationaliste arabe.
© Photothèque Rouge/Milo

le mouvement social est extrêmement important, et nous avons une société réellement en mouvement. Il existe un processus qui a été déclenché bien avant le 14 janvier, et qui est toujours en cours. Chaque jour, on compte en effet des dizaines ou même davantage de mouvements sociaux qui touchent tous les secteurs: les salariés, les journalistes, les avocats, les féministes, etc. Il existe vraiment un réveil citoyen très important, un mouvement social en profondeur qui bouge beaucoup. Rien n'est encore gagné, ni dans un sens, ni dans un autre.

Ce qui est certain, c'est la nécessité de réponses concernant les attentes des Tunisien(ne)s, et Ennahda est incapable de les apporter. Pour cette raison, soit Ennahda va essayer d'imposer une dictature, soit le mouvement va le

dépasser. Tout reste ouvert en ce moment, car la mobilisation est aujourd'hui très importante. Reste le facteur international, car la Tunisie n'est pas un pays isolé du reste du monde. En d'autres termes, la révolution continue! □

Autres entretiens avec Ahlem Belhadj:

- «*Un gouvernement dans la continuité... mais capable de reprendre l'initiative*», Inprecor n° 571-572, mars-avril 2011 (voir www.inprecor.fr).
- «*Redynamiser le mouvement tunisien*», 28 juillet 2011, www.npa2009.org
- «*La lutte contre l'exploitation des femmes peut être un moteur de changement social global*», janvier 2012, rubrique International du site www.solidaires.org.

ÉGYPTTE

Une révolution permanente

PAR JACQUES CHASTAING

Presque deux ans après son surgissement en janvier 2011, la révolution égyptienne s'est emparée de la question de l'émancipation sociale, avec de nombreuses luttes sur les questions économiques et politiques. Une colère sociale que l'État tente, sans succès, de dévier sur le terrain religieux.

Trois cent grèves et manifestations. C'est le nombre de mobilisations qu'a recensé dans son dernier rapport le Centre égyptien pour les droits économiques et sociaux pour la seule première moitié de septembre. Et ce alors que le syndicat officiel avait promis de suspendre les grèves, déjà criminalisées par des peines de prison et des amendes allant jusqu'à 50000 euros ! Une réalité largement occultée par les médias occidentaux qui, en se focalisant sur l'opposition islam-laïcité, veulent donner l'impression que ce qui se passe dans ce pays ne tourne qu'autour des questions religieuses.

GRÈVES EN CASCADES

Avec la rentrée scolaire, le nombre de grèves a bondi en Egypte. Le 15 septembre, 133000 enseignants se mettaient en grève pour les salaires et l'augmentation du budget scolaire, suivis le 16 par les ouvriers de treize universités qui scandaient, comme à Alexandrie : «*La grève est légitime contre l'injustice et la faim !*» Ils étaient rejoints à Tanta par les employés de l'hôpital universitaire. Les étudiants d'Alexandrie, Damiette, Tanta, Assiut, Mansoura, Helwan et de l'université américaine du Caire rejoignaient la lutte pour la démission du ministre de l'Éducation supérieure, entre autres revendications. Des salariés de la sidérurgie, de l'industrie du meuble, des ports de conteneurs d'Alexandrie et du Canal de Suez et ceux de six dépôts de bus du Caire commençaient une grève pour les salaires. La lutte des employés de trois cours d'appel empêchaient ces dernières de siéger. Les employés précaires du ministère de l'Agriculture à Fayoum, Daqahlia, Kafr el-Sheikh et Beheira demandaient leur titularisation. Le 19, c'étaient les journalistes

des agences de presse pour les salaires et l'embauche des temporaires ; le 29, les employés de la compagnie du gaz ; fin septembre, les stewards et hôtesses de l'air. Le 1^{er} octobre, un comité central de grève des médecins de 540 hôpitaux publics déclenchait une grève illimitée pour les salaires, les conditions de travail et l'augmentation du budget de la santé. Le 2, c'étaient les conducteurs de microbus du Caire ; le 5, les ingénieurs d'Air Egypte, les contrôleurs aériens de l'aéroport du Caire et les ouvriers de l'entreprise de coton Al-Nil ; le 6, les étudiants de l'université Al-Azhar ; le 8, les petits producteurs de volaille ; le 11, les titulaires de doctorats et les salariés du port d'El Sokhna. Le 15, les chômeurs, au syndicat tout récent, manifestaient devant le siège du conseil des ministres pour un revenu minimum. Le 16, les employés du conseil des ministres eux-mêmes réclamaient la démission du Premier ministre, Hicham Qandil, accusé de corruption.

Le 17, les ouvriers de la compagnie du gaz brûlaient des voitures devant le conseil des ministres. S'y joignaient les chauffeurs de microbus, les diplômés chômeurs et des manifestants de la Haute-Egypte, qui, pour leur part, proclamaient l'indépendance de sept gouvernorats du sud du pays laissés à l'abandon. Le 20, après dix jours de sit-in devant le Palais présidentiel, les handicapés annonçaient un mouvement national pour des emplois et des logements adaptés et pour leur représentation à l'Assemblée nationale. Le 21, les médecins manifestaient en réclamant le limogeage de leur ministre, les guides touristiques annonçaient une grève pour la mi-novembre, de même que les employés du petit commerce opposés aux licenciements provoqués par la fermeture des magasins à 22 heures pour faire des économies d'énergie. Le 23, les salariés du club de foot d'Al Ahly saccageaient les locaux de leur fédération pour réclamer des salaires impayés et une augmentation...

EN LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE ET LA CORRUPTION

A ces mouvements s'ajoutent les protestations multiples contre les pénuries de produits de base et les hausses des prix :

170% pour le poisson, 35% sur les fruits, 25% sur les légumes, 17% pour le riz... La foule fait la queue devant les boulangeries subventionnées où le pain, dix fois moins cher, est pourtant devenu presque inaccessible. Et le gouvernement menace de diminuer les subventions aux produits de première nécessité, provoquant une onde de choc dans la population. Par ailleurs des pénuries répétées d'articles essentiels, comme les bouteilles de gaz dont le prix a été multiplié par dix, amènent les habitants à couper les routes¹.

Dans l'été brûlant, de nombreuses coupures d'électricité et d'eau dans des quartiers – mais pas les golfs et jardins des riches – ont provoqué des protestations dans tout le pays, dix-sept le seul 1^{er} août. Le comité révolutionnaire de quartier à Giza occupe le siège gouvernemental, déclarant y rester jusqu'à ce que le problème de l'eau soit réglé. A Alexandrie et dans d'autres villes, bien des gens refusent de payer leurs factures d'électricité. Une campagne nationale «*Nous ne paierons pas*» a vu le jour. L'Alliance des sans-ressources et des chômeurs déclare selon le journal *Al-Shorouk* : «*La présidence est complètement décalée par rapport aux problèmes du peuple égyptien [...] et l'Alliance met en garde contre une révolution de la faim aux portes de l'Egypte.*»

Le bouillonnement est à tous les niveaux. Même les conseillers du parquet administratif font grève, en déclarant : «*La nouvelle constitution ne pourra pas sortir sans nous donner les moyens de lutter contre la corruption. Sinon, il faudra nous passer sur le corps.*» Les membres islamistes² de la Constituante discutent de la future constitution... mais il n'y aura peut-être personne pour la publier ! Tout un symbole. Pour la majorité des Égyptiens, peu importe la forme du régime, parlementaire, présidentiel, civil ou théocratique... ils s'en fichent. Ils voient la corruption partout et sont d'abord préoccupés par la quête de leur gagne-pain, d'une vie digne et d'une justice sociale pour laquelle ils ont payé de leur vie. La tension est extrême mais la révolution avance toujours et elle s'attaque désormais au nouveau gouvernement.

L'ISLAM, UN DÉRIVATIF PEU EFFICACE

Face à cette situation, le ministre de l'Intérieur a projeté d'interdire toute manifestation et placé des véhicules militaires devant les écoles. Des centaines de militants ont été licenciés, certains condamnés à la prison. Cependant, la répression semble impuissante face à la détermination populaire. Aussi le pouvoir a-t-il tenté le dérivatif religieux. On l'a vu en septembre, avec la campagne lancée par quelques imams contre le pseudo-film *L'innocence des Musulmans*. La manœuvre a fait long feu, n'entraînant que quelques milliers de manifestants, qui ont malgré tout fait la Une des médias occidentaux.

On se retrouve dans la même situation qu'en juin, avant les présidentielles. A cette date, malgré la répression farouche conduite par les militaires pendant des mois³, les grèves et manifestations continuaient de plus belle et commençaient à trouver une expression politique. Le premier tour du scrutin présidentiel de juin a retranscrit cette évolution avec le résultat de Hamdeen Sabahi, socialiste révolutionnaire nassérien, arrivé troisième⁴ au niveau national et premier dans les quartiers populaires et les grandes villes, malgré les fraudes massives. A travers leur vote pour Sabahi et les 40% de voix pour différents candidats révolutionnaires, les Égyptiens ont confirmé leur choix de la révolution, du « pain » et de la justice sociale. Le vote islamiste, lui, s'est écroulé de 70% aux législatives de l'hiver à 25% pour les Frères musulmans au premier tour de ces présidentielles.

Pour essayer d'arrêter ce mouvement, les militaires ont tenté un coup d'État fin juin. Craignant de déclencher une deuxième insurrection populaire, ils n'ont pas osé aller jusqu'au bout. Il ne restait donc au sabre qu'à laisser le pouvoir au « goupillon ». Le 12 août, les Frères musulmans, en complicité avec l'armée, ont limogé quelques ministres-généraux, donnant l'impression de satisfaire les exigences populaires de mise à bas du régime militaire. Ils ont ainsi empêché la jonction du mouvement populaire et des révolutionnaires, qu'ils craignaient voir se produire le 24 août, jour d'une manifestation massive annoncée pour faire tomber le pouvoir islamico-militaire. Par cette manœuvre, le pouvoir a vidé la manifestation de son contenu et obtenu un répit. Mais ce n'était qu'un sursis. Le nouveau pouvoir des Frères musulmans semble déjà déconsidéré et le dérivatif religieux, usé.

Le 9 octobre, une manifestation a ainsi célébré l'alliance coptes-musulmans contre



Photothèque Rouge/Romain Hingant

la haine religieuse. Le 10, les « ultras » ont occupé les locaux de la ligue de foot pour réclamer la démission de leurs dirigeants corrompus. Le 11, ils ont marché sur le Palais présidentiel, afin d'exiger justice pour 70 de leurs membres assassinés, et se sont associés à l'appel de treize organisations socialistes, ouvrières, démocrates ou libérales à manifester le 12 octobre pour demander des comptes au gouvernement après cent jours de pouvoir.

Pour tenter de freiner ce mouvement, le président Morsi a amnistié, le 8 octobre,

1. Le ministère de l'Intérieur recensait 1 409 blocages de ce type du 1^{er} août au 17 septembre, avec la condamnation de 507 suspects à la prison.
2. Les autres partis boycottent la Constituante.
3. 12 000 condamnations à la prison.
4. L'islamiste Morsi, vainqueur au second tour, avait obtenu officiellement 24,78% des voix, devant les 23,66% du candidat de l'armée, Chafik, et 20,72% pour Hamdeen Sabahi.
5. Le 2 février 2012, des hommes de main de Moubarak assaillaient la place Tahrir à dos de chevaux et de chameaux.

les personnes arrêtées pour la défense de la révolution avant juin 2012. Le 10, les Frères musulmans se sont saisis de l'acquittement des responsables de la bataille des chameaux⁵ pour détourner la colère contre les caciques de l'ancien régime, en appelant eux aussi à manifester le 12, pendant que Morsi tentait de « démissionner » le procureur général d'Égypte. Mais rien n'y a fait. Le 12, les Frères musulmans ont été chassés de la place Tahrir par les manifestants à coup de pierres, tandis que les ouvriers de l'immense entreprise de céramique Cléopatra d'El Sokhna bloquaient leur usine en se saisissant d'Abul Enein, leur directeur mais aussi le financier de la bataille des chameaux, pour se faire justice eux-mêmes. Le sursis obtenu par le pouvoir en juin semble approcher de sa fin.

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE MILITANTS

Les grandes dates de la révolution se sont bâties autour de mouvements sociaux, à commencer par la chute de Moubarak elle-même. Bien qu'une grande partie des grèves exigent depuis longtemps de compléter la révolution de 2011 en « dégageant » tous les « petits Moubarak » à tous les niveaux de l'État et de l'économie, ce sont les objectifs démocratiques – liberté d'expression et de la presse, élections, Constitution... – qui ont pris jusque-là le devant de la scène. Mais aujourd'hui, la poussée populaire se fait de plus en plus pressante car les consciences ont évolué.

Le peuple a cru un temps que l'armée, par son coup d'État qui a renversé Moubarak, avait épousé la cause populaire. À partir du 9 octobre 2011, suite aux massacres de coptes à Maspéro, une rupture s'est opérée entre le peuple et l'armée. Le peuple a alors placé sa confiance dans la démocratie électorale représentative et les partis islamistes, qui lui paraissaient porter des valeurs morales d'honnêteté. Mais les manifestations, grèves et luttes n'ont jamais cessé. De là, une nouvelle confédération syndicale de trois millions de membres, des collectifs multiples, des associations de cinéastes, vidéastes, artistes... qui ont modifié le paysage psychologique, médiatique, intellectuel et politique du pays.

Du 25 janvier au 11 février 2012, lors de mouvements encore plus importants qu'un an auparavant, la partie la plus consciente du peuple a rompu avec ses illusions sur la démocratie représentative et l'islam politique. À ce moment, pour la première fois, l'avant-garde révolutionnaire et les étudiants se sont adressés aux classes populaires et

ont tenté de se faire les porte-paroles de leurs aspirations. Les luttes ont alors pris parfois un caractère insurrectionnel, début février 2012, autour du 6 mai et encore du 2 au 5 juin.

Une nouvelle génération de jeunes militants est apparue, issue des classes pauvres, des quartiers populaires, des usines. Le massacre du stade de Port-Saïd le 2 février 2012 a par exemple unifié les clubs de supporters de foot dans un parti commun, les Ultras de la place Tahrir, qui prend la défense des travailleurs face à l'État. La situation sociale pousse également les milieux étudiants et lycéens ainsi que les militants ouvriers syndicaux les plus avancés à chercher dans le programme socialiste les outils d'une deuxième révolution.

Les murs des villes sont révélateurs de ces transformations. Dans le cadre de leur campagne « Lève-toi Égyptien », avec graffitis et affiches, les militants politiques du Mouvement du 6 avril et de la Deuxième Révolution de la colère ont délaissé la place Tahrir pour les quartiers populaires. On peut y lire des inscriptions « *Où est le pain ?* » ou « *Lève-toi Égyptien, le pauvre a faim* ». Et sur des tracts : « *En Égypte seulement, les légumes sont plus chers que les fruits. [...] En Égypte seulement, on nous coupe l'eau et l'électricité alors qu'on a le Nil.* »

L'ÉTAT ÉBRANLÉ PAR LA RÉVOLUTION

Les vagues de grèves depuis la révolution ont fragilisé l'appareil d'État. La police a déserté les rues. L'armée qui fut vénérée est aujourd'hui haïe, des mutineries ont eu lieu. L'appareil judiciaire est discrédité. La machine d'État n'est pourtant pas encore brisée et la population n'a pas bâti ses propres institutions, comme la révolution russe l'a fait avec les soviets. Cependant les grèves se donnent de plus en plus comme objectif, en plus de leurs revendications économiques, de dégager tous les « petits Moubarak », bien souvent des militaires, à tous les niveaux de l'administration ou des entreprises. Ainsi, les travailleurs de la compagnie chimique Nasr ont exigé la suppression des postes tenus par des officiers et la révocation de Mounir Labib, général directeur de NSPO (qui possède Nasr), l'organisme militaire qui détient 25 à 40% de l'économie égyptienne et exerce le vrai pouvoir. Certains ont même réussi dans quelques entreprises, hôpitaux ou universités à les « dégager » réellement et à élire leurs propres représentants.

Un vote « socialiste », une exigence des grèves à « dégager les petits Moubarak » à tous les

niveaux, une avant-garde cherchant les voies d'une deuxième révolution, ce sont les germes de l'idée d'un pouvoir populaire. L'enjeu se trouve dans la capacité des militants ouvriers, étudiants, intellectuels, ultras et socialistes révolutionnaires à non seulement le proclamer, mais aussi à donner à cet objectif une politique au quotidien. □

La plupart d'entre nous a poussé un soupir de soulagement après la raclée prise par les Républicains mardi dernier. Maureen Dowd du *New York Times* a bien interprété les tendances électorales lorsqu'elle a écrit : « Romney et les lunatiques du Tea Party affirmaient qu'il n'y avait rien à faire avec la moitié du pays, ces "assistés" n'appartenant pas à leur Amérique "traditionnelle". Mais plus ils insultaient le président avec leurs plaisanteries douteuses sur son certificat de naissance, plus ils tentaient d'imposer aux femmes des ceintures de chasteté, plus ils dévalorisaient les hispaniques, les noirs et les gays, plus tous ces secteurs brûlaient de montrer qu'unis, ils pouvaient faire dégager les ultras de la domination mâle et blanche. »

Cette nuit a été particulièrement agréable aux femmes et aux défenseurs des droits LGBT. Globalement, les femmes ont voté plus que les hommes. Cinq femmes ont été nouvellement élues au Sénat. Tammy Baldwin est devenue la première personne gay élue au Congrès, pour le Wisconsin, tandis que le Maryland, l'État de Washington et le Maine légalisaient par référendum le mariage entre personnes de même sexe.

L'une des meilleures nouvelles a été la défaite du gang des violeurs du parti républicain. Laissons de côté le fait stupéfiant que dans une des nations industrielles les plus avancées du monde, le débat public sur les droits des femmes ait été poussé si loin à droite que notre camp doit maintenant défendre le droit d'une femme à ne pas être violée. Il reste que comme d'autres, je me suis réjoui lorsque Todd Akin a été battu dans le Missouri après ses déclarations publiques sur « le viol légitime » et quand, dans l'Indiana, Richard Mourdock a perdu son siège « sûr » au Sénat du fait de ses délires sur les grossesses issues de viols qui seraient un don de dieu.

Et maintenant ? Nous devrions garder à l'esprit trois choses.

UN VOTE CONTRE PLUS QUE POUR

Premièrement, le fait qu'un vote contre les Républicains ne signifie pas automatiquement un soutien acritique aux Démocrates. La plupart des gens qui ont voté Démocrate l'ont fait défensivement, pour barrer la route à un programme républicain délirant plus que pour soutenir celui des Démocrates.

La défaite de Richard Mourdock en est un exemple instructif. Le candidat qui l'a battu est l'actuel membre du Congrès Joe Donnelly. La seule chose sûre que l'on puisse dire de lui est qu'il représente un

ÉTATS-UNIS

Le résultat électoral

Malgré tout, l'Amérique d'en bas s'est en grande partie retrouvée sur un vote Obama pour faire barrage à la droite extrême républicaine. Mais il ne faut surtout pas placer un signe d'égalité entre une mobilisation de masse qui est porteuse d'espoir et les politiques de la Maison Blanche dont il n'y a rien à attendre. C'est la thèse de Tithi Bhattacharya dans le présent « commentaire », publié le 15 novembre sur le site Socialistworker.org¹.

cauchemar pour les droits des femmes. C'est un « pro-life » convaincu, qui déclare fièrement : « Fidèle à ma foi personnelle et à mes valeurs familiales, je me suis opposé en permanence à l'avortement et continuerai à le faire. Je crois que défendre la vie signifie le faire en permanence, depuis la conception jusqu'à la mort naturelle. Sur ces questions je voterai toujours en accord avec ma foi et ma conscience. »

Donnelly a voté deux fois contre l'attribution de fonds fédéraux au Planning familial, et aidé à faire passer une loi pénalisant les entreprises et individus qui acquièrent des plans de santé privés incluant une couverture pour l'avortement. Héraut de l'austérité, il a défendu les réductions d'impôts pour les entreprises. Belliciste, il s'est fait l'allié des Républicains pour voter contre le retrait de troupes d'Afghanistan. Un vote contre Mourdock signifie-t-il un vote pour la politique de Donnelly ? Rien n'est moins sûr. Prenons un exemple. Selon l'institut Guttmacher, 48% des grossesses constatées dans l'Indiana sont non souhaitées. Mais du fait des attaques des deux partis, républicain et démocrate, contre les droits des femmes, 95% des comtés de l'Indiana n'ont pas de moyens d'IVG. Et quand ils existent, les femmes, pauvres dans leur grande majorité, doivent faire la queue devant les services du Planning familial.

S'agissant du vote dans l'Indiana, le plus significatif est sans doute que lorsque c'était possible, les gens ont voté très majoritairement pour des candidats ouvertement progressistes, ayant fait campagne sur des questions qui les concernaient. Ainsi Glenda Ritz, enseignante du public et militante syndicale, s'était-elle présentée au poste de superintendant des écoles publiques contre le sortant, républicain contre-réformateur de l'école, Tony Bennett. Les électeurs ont plébiscité Ritz qui a obtenu

près de 1,3 million de voix, soit 100 000 de plus que le gouverneur républicain élu, Mike Pence. Autrement dit, il y a eu plus de gens pour voter pour les droits syndicaux et le financement public que pour les coupes budgétaires.

PLUS À GAUCHE

En second lieu, de nombreux Américains sont à la gauche de leurs dirigeants. Si l'on regarde au-delà des choix corsetés de l'élection présidentielle, on s'aperçoit que les gens du peuple sont, pour une grande part, plus éveillés que les dirigeants des deux grands partis.

Ainsi, au-delà des boniments de Romney-l'homme des 1% et des politiques de renflouement de Wall Street d'Obama, 55% des Américains disent que les riches sont plus enclins à l'avidité que les pauvres. De même, selon le Pew Research Center, une majorité d'Américains veut le retrait des troupes d'Afghanistan. Le chiffre le plus éclatant – et le plus illustratif des trahisons des Démocrates – est que 60% veulent maintenir en l'état les prestations de sécurité sociale plutôt que de les diminuer pour réduire le déficit budgétaire.

Enfin, des crises peuvent révéler la véritable vacuité et non pertinence des élections.

Ce mois-ci, la population de la côte Est a découvert l'effrayante inadéquation des services gouvernementaux quand il s'est agi d'intervenir après le super-ouragan Sandy. Mais dans le même temps, nous avons tous vu l'incroyable déploiement d'humanité qui a suivi. Les gens du peuple ont afflué pour aider à reconstruire les vies et les quartiers. La réaction publique a été si massive qu'un commentateur a pu affirmer qu'*Occupy Wall Street* avait damé le pion à la Croix Rouge dans les opérations de secours.

Ces gens-là se préoccupaient-ils du résultat des élections ? Selon la journaliste et

PAR TITHI BHATTACHARYA

et ce qu'il nous dit pour la suite

féministe britannique Laurie Penny, pas le moins du monde : « En traversant Brooklyn déchiré par l'ouragan, (...) personne ne m'a parlé une seule fois des élections. Vous savez, l'élection présidentielle, celle qui se tient dans quoi, trois jours ? Pour l'instant, les newyorkais ont l'esprit occupé par des choses plus importantes.

« La nourriture, l'essence et l'électricité, pour commencer. Les gens qui disposent de ces choses ouvrent leurs maisons à des amis et à des étrangers qui en sont privés. À travers la ville, des volontaires s'entassent dans des voitures pour se diriger vers les zones les plus sinistrées (...) Personne ne mentionne les élections (...) Il y a une véritable crise : des habitations ont été détruites, des vies perdues. Le cirque médiatique de 18 mois qui passe pour de la politique représentative semble à

mille lieux des préoccupations des femmes qui, aux informations du soir, pleurent devant les restes de leurs maisons. »

Cette élection-là, au coût astronomique de six milliards de dollars, a été la plus chère de l'histoire des États-Unis. Cela, dans un pays où 81 % des gens pensent que « les dépenses politiques des grandes entreprises "noient" les voix des Américains moyens, et les dirigeants des grandes entreprises ont trop d'influence politique ». Quelle sorte de « d'espoir » et de « changement » peut-on espérer pour un tel prix ?

Il semble clair que les discussions que mène Obama à propos de la falaise budgétaire et des dotations de l'État signifient une déclaration de guerre contre les services publics. Les Démocrates se préparent maintenant à utiliser leur victoire pour procéder à des

coupes de milliards de dollars dans les programmes d'aide aux plus vulnérables. Les analystes politiques Ryan Grim et Sarah Bufkin remarquent à juste titre que « ce processus de transfert des richesses vers le haut de l'échelle est connu à Washington sous le nom de "grand marché". »

On en revient donc à la question initiale : et maintenant ?

PAS QUATRE ANS DE PLUS DE LA MÊME CHOSE

L'absence absolue de choix dans nos « choix » électoraux n'a jamais été plus claire. La population n'a pas voté pour quatre ans de plus de la même chose. Les Américains ordinaires ont voté contre les misogynes lunatiques, pour l'égalité des genres, et en espérant aussi de meilleures retraites et un système de santé plus abordable.

Faut-il alors espérer de Washington un changement ? Ou doit-on plutôt regarder vers les centaines et les milliers qui se sont engagés après Sandy pour aider leurs concitoyens ? Allons-nous attendre d'Obama qu'il change la condition des Noirs américains, ou faut-il se tourner vers des mouvements tels que la grève des enseignants de Chicago, qui ont imposé le retour dans le débat public de la lutte pour la justice éducative et raciale ? Si nous considérons les élections comme un thermomètre, alors ne le faisons pas seulement du point de vue défensif de ce qu'elles se sont efforcées d'empêcher, mais depuis la perspective de ce qu'elles ont réellement signifié. Et là, le bilan est clair : les électeurs ont envoyé un message de rejet absolu des défenseurs du viol, de soutien aux droits LGBT, de condamnation du Tea Party dans l'Indiana et au Massachusetts. Obama, lui, n'a envoyé aucun message. Il n'a promis ni de stopper les coupes budgétaires dans les services publics, ni de cesser de tuer des gens avec des drones, ni de défendre les droits civiques.

Pour les quatre années à venir, on voit assez clairement sur qui l'on pourra compter. □



Phototèque rouge/JR

1. Site de l'International Socialist Organization, principale organisation politique de la gauche anticapitaliste aux États-Unis. Article traduit et édité par Jean-Philippe Divès.

APRÈS LA NOUVELLE VICTOIRE DE CHAVEZ OÙ VA LE VENEZUELA ?

PAR PATRICK GUILLAUDAT

Le 7 octobre 2012, Hugo Chávez a été réélu président de la République bolivarienne du Venezuela. Avec une très forte participation, plus de 81 % de votants, il a obtenu 55,25 % des voix contre 44,13 % à son principal opposant de droite. Résultat satisfaisant pour le parti du président, le PSUV (Parti socialiste uni du Venezuela), mais pourtant largement inférieur à celui obtenu en 2006, quand Chávez avait été élu avec 62,84 % des voix.

Le fait que la droite se soit efforcée de devenir plus présentable n'explique pas entièrement cette forte baisse. Les raisons se trouvent principalement dans le décalage entre les attentes de la population et la réalité des politiques menées. Or, la majorité sociale de la population se situe entre déception face au gouvernement et crainte du retour d'une droite dure. D'où la peur de l'abstention qui régnait dans le camp chaviste jusqu'au 7 octobre.

LE NOUVEAU VISAGE DE L'OPPOSITION

Depuis le coup d'Etat de 2002 et la grève générale du pétrole (organisés par l'opposition de droite avec le soutien des Etats-Unis), l'opposition à Chávez a tiré les leçons de ces deux échecs. Même si subsistent en son sein des courants putschistes, la droite vénézuélienne a compris que la reconquête

du pouvoir passerait principalement, pour l'instant, par une voie «légaliste». Elle a changé de politique par pragmatisme. Elle a d'abord dû reconnaître qu'elle n'était pas assurée du «monopole de la violence légitime», car l'armée a largement soutenu Chávez durant cette période. Cette opposition a aussi constaté que de nombreux problèmes qui polluent le quotidien des Vénézuéliens n'étaient pas résolus. C'est principalement le cas de l'insécurité, préoccupation majeure du pays. Elle pouvait donc facilement surfer sur ce mécontentement.

La question qui se posait au rassemblement des anti-chavistes était : comment contester Chávez en marquant une rupture avec les putschistes, mais aussi avec l'ancien régime, détesté par la population ? Pour y parvenir, plusieurs partis ont été créés, notamment Primero Justicia, dont le personnel politique est pour beaucoup issu des deux partis qui s'étaient partagé le pouvoir pendant 40 ans, AD (Action démocratique), lié à la social-démocratie et COPEI, démocrate-chrétien. La bataille pour le leadership de l'opposition s'est jouée pendant les primaires de désignation de son candidat aux présidentielles. L'opposition était déjà regroupée sous le sigle MUD (Mesa de la Unidad Democrática, Plateforme de l'unité démocratique), coalition d'une trentaine d'organisations politiques et professionnelles. Les primaires de la MUD ont donné la victoire à Henrique Capriles Radonski¹, dirigeant de Primero Justicia, avec 64,2 % des voix devant Pablo Pérez, 30,3 %, appuyé par AD et COPEI. Elles ont mobilisé plus de trois millions de personnes. Capriles et la majorité de l'opposition avaient compris que Chávez ne serait pas battu en le contestant sur la question sociale. Les élections pouvaient être gagnées si Capriles réussissait à mordre sur l'électorat populaire. Cela explique ses discours reconnaissant



l'amélioration des conditions de vie des couches populaires et s'engageant à ne pas supprimer les missions mises en place depuis 2002² pour palier les déficiences des services sociaux de l'État (santé, éducation...) dans les quartiers pauvres. Pour se démarquer de Chávez, Capriles a donc instrumentalisé l'insécurité urbaine et près des frontières (notamment avec la Colombie), ainsi que la

1. Contrairement à ce qu'ont écrit les médias, Capriles n'est pas un nouveau venu ni un «modéré». C'est un fils de famille de la grande bourgeoisie, ayant des intérêts dans l'industrie, les médias et l'immobilier. Jeune militant du COPEI, il avait été repéré par les experts du Parti républicain US qui ont financé la création de Primero Justicia via la NED (National Endowment for Democracy) et l'IRI (International Republican Institute). Puis Capriles a participé activement à l'occupation de l'ambassade cubaine lors du coup d'Etat de 2002. Son nom est aussi apparu dans les documents publiés par Wikileaks à propos de l'assassinat du procureur Danilo Anderson, le 18 novembre 2004, chargé du dossier des personnes suspectées d'avoir participé au coup d'Etat d'avril 2002.

2. Capriles était extrêmement cynique puisqu'il s'agissait dans le programme de la MUD de supprimer non les missions mais leur fonds de financement... ce qui revenait à les étouffer.

3. Coalition créée en 1998 lors de la première candidature de Chávez et mise en sommeil dans les années suivantes.

4. Il est atteint d'un cancer et a subi plusieurs interventions chirurgicales à Cuba.

corruption. Dans ses apparitions publiques, il s'écartait ainsi du programme ultralibéral approuvé par la MUD.

LE CAMP CHAVISTE DERRIÈRE LE PRÉSIDENT

Le résultat des législatives de 2010 avait été vécu comme un coup de semonce par

MUD, en retrouvant ses alliés traditionnels comme le Parti communiste (PCV). Mais malgré les sept millions d'adhérents déclarés du PSUV, il faudra attendre les trois dernières semaines pour que sa campagne décolle. C'est Chávez en personne qui s'est mis à la tâche, malgré sa maladie⁴. Son

(Chávez, cœur de ma patrie), ce qui dépolitisait l'affrontement avec le camp adverse. Le livre de Mingus a relancé le débat critique sur le programme néolibéral de Capriles, en montrant l'opposition entre le maintien des acquis du chavisme (baisse de la pauvreté, missions, etc.) et leur remise en cause.



DR

le camp chaviste. Malgré une modification de la loi électorale favorisant le PSUV, celui-ci avait perdu à l'assemblée nationale sa majorité qualifiée des deux tiers. C'est donc avec une certaine appréhension que le gouvernement abordait ces présidentielles. Chávez a alors relancé le Grand pôle patriotique (GPP)³ et tenté de fédérer autour de lui l'ensemble des partis n'ayant pas intégré la

intervention a dynamisé le GPP, montrant d'ailleurs la différence de popularité entre lui et le PSUV.

Le deuxième événement a été le débat ouvert par la publication du livre de Romain Mingus, *El programa de la MUD*. Jusqu'alors, le contenu de la campagne chaviste était principalement affectif, avec pour mot d'ordre « Chávez, corazón de mi patria »

Le principal danger pour Chávez résidait dans l'abstention qui semblait gagner les quartiers populaires, dont la population estimait que la révolution faisait du sur-place. En témoignaient les huées entendues dans des meetings de campagne hors de Caracas contre des gouverneurs chavistes,



jugés peu fiables ou corrompus. En axant le débat sur le contenu réel du programme de Capriles, les dernières semaines ont permis de remobiliser le camp social ayant soutenu depuis le début la révolution bolivarienne.

UN RÉSULTAT EN DEMI-TEINTE

Le début de campagne du GPP avait été peu dynamique, alors que Capriles réalisait des meetings de masse. Le risque d'abstention dans les quartiers populaires se profilait, avec comme corollaire un resserrement de l'écart entre les deux principaux candidats⁵. Or, une trop faible différence aurait permis à la droite de contester le résultat, dans un climat d'hostilité anti-Chávez des pays impérialistes et de la quasi totalité des médias et agences de presse.

Le soir du 7 octobre, le résultat était cependant sans appel. Chávez gagnait avec plus de 11% d'écart, les observateurs internationaux admettant que le scrutin avait été exemplaire. Toutes les forces politiques du GPP reconnaissent que c'est Chávez qui a gagné, pas les partis. Or, les élections des gouverneurs des différents Etats (le Venezuela est un pays fédéral) se tiendront en décembre 2012. Et plusieurs d'entre eux, élus sous les couleurs du PSUV, sont jugés corrompus et connaissent une forte opposition, y compris dans les rangs du parti.

5. À noter que quatre autres candidats participaient à cette élection. Il s'agit de Reina Sequera, qui a obtenu 0,47% des voix, Luis Reyes, 0,05%, Maria Bolivar, 0,04% et Orlando Chirino, 0,02%. Ce dernier, dirigeant syndical et militant révolutionnaire, se présentait sous l'étiquette du PSL (Partido Socialismo y Libertad). Ces très faibles résultats montrent le degré extrême de polarisation entre les deux principaux candidats. À noter que même une partie non négligeable de la mouvance anarchiste locale a appelé à voter Chávez, notamment Roland Denis.

6. Les électeurs votaient sur le même bulletin pour le candidat à la présidence et pour un des partis le soutenant.

7. Ultimas Noticias du 8 octobre 2012, reproduit sur le site aporrea.org.

8. Voir son article *La transformación del modelo productivo venezolano: balance de diez años de gobierno*, paru dans le n° 0 de la revue *Comuna*, édité en 2009 par le CIM (Centro Internacional Miranda).

9. Il faut se représenter ce que représente cette interruption des services publics dans les quartiers populaires jusque là abandonnés: en 1998, 70% de la population n'avait aucun accès à un service de santé.

10. Le salaire minimum mensuel du Venezuela est de 480 dollars en 2012, le deuxième du continent derrière l'Argentine.

11. À noter qu'en 2011, le Venezuela a construit 2,5 fois plus de logements que les USA, pour une population plus de dix fois inférieure. Voir Mark Weisbrat et Jake Johnson, *Venezuela's Economic Recovery: Is it Sustainable?*, CEPR, septembre 2012.

12. FEDECAMARAS: Fédération des chambres patronales du Venezuela (équivalente du Medef en France). CTV: Confédération des travailleurs du Venezuela.

13. Elle s'appelle désormais LOTTT: *Ley Orgánica del Trabajo, los Trabajadores y las Trabajadoras*.

La victoire est donc fragile, malgré le fait que Chávez ait gagné contre Capriles dans 22 des 24 États du pays. D'ailleurs, entre les présidentielles de 2006 et celles de 2012, Chávez a progressé de 752976 voix pendant que l'opposition en gagnait 2 175 984, trois fois plus. Dans les quartiers populaires de Caracas, le vote chaviste a baissé de 6 à 9%, et c'est le même mouvement dans les autres villes du pays. Plus encore, le décompte précis des voix de chaque candidat, réparties parti par parti⁶, montre que plus d'un cinquième des voix obtenues par Chávez se sont portées sur d'autres partis que le PSUV. Pourtant, à sa création en 2007, nombre d'organisations et de dirigeants d'autres groupes politiques s'y étaient intégrés. Chávez lui-même considérait que tous les partis qui le soutenaient devaient intégrer le PSUV.

Dans les jours qui ont suivi l'élection, des signaux contradictoires ont été lancés. D'un côté, Chávez a prôné le dialogue et l'ouverture en direction de l'opposition. De l'autre côté, des militants du PSUV ont demandé une «rectification» dans le sens d'un approfondissement du processus pour répondre aux questions non résolues depuis treize années de pouvoir: quel socialisme, l'insécurité, la corruption, le manque de suivi des projets, le bureaucratisme... Comme le dit Roberto Lopez Sanchez, professeur à l'université de Zulia, il s'agit de répondre à la question *«pourquoi les votes de l'opposition augmentent si notre programme politique révolutionnaire et transformateur devrait compter sur l'appui de 80 à 90% du peuple vénézuélien?»*⁷

Les explications se trouvent dans les dernières années de gouvernement.

UNE ÉCONOMIE DE RENTE

Le Venezuela est le premier producteur de pétrole d'Amérique latine et possède les plus grosses réserves d'hydrocarbures au monde. Alors que la rente pétrolière était accaparée par la seule bourgeoisie, Chávez a changé la donne en 1999. Les ressources du pétrole, considérées comme le moteur des projets sociaux du gouvernement, ont financé massivement les missions sociales dès 2002 ainsi que de nombreux projets d'investissements. Pour y parvenir, le gouvernement a cherché à imposer un véritable contrôle sur la production et les comptes de PDVSA (l'entreprise nationale des pétroles), ce qui a provoqué les grèves organisées par la réaction en 2002-2003 et en partie le coup d'État de 2002.

Si près de 50% des revenus du gouvernement proviennent des hydrocarbures, la

ponction ne s'accompagne pas d'un entretien et d'investissements suffisants dans le secteur pétrolier. Cela est apparu très clairement après l'explosion en août 2012 de la raffinerie Amuay, la plus importante du pays. Avec 42 morts et des dizaines de blessés, cet accident industriel révèle la faiblesse de ce mode de développement. Le secrétaire général du syndicat des travailleurs du pétrole et Orlando Chirino ont dénoncé publiquement cette situation ainsi que l'exclusion des représentants syndicaux de l'enquête, confiée à l'armée.

Phénomène significatif du modèle économique, les secteurs «structurants», énergie, finance, transports, télécommunications, sont chaotiques et connaissent des défaillances nombreuses qui n'ont pas évolué depuis 1999. Le secteur électrique a une capacité de production supérieure aux besoins mais les pannes et coupures sont quotidiennes dans les villes et les campagnes. Quant au secteur bancaire, même si une récente loi a augmenté les contrôles et centralisé le contrôle des changes, il reste largement privé.

Si la nationalisation du pétrole découlait d'une volonté politique affichée par Chávez, la plupart des autres ont été des réactions de «punition» contre des patrons ou destinées à éviter des faillites. Ce qui permet à l'ancien ministre des Industries de base et minières, Victor Alvarez, d'affirmer: *«entre 1998 et 2008, l'économie vénézuélienne est devenue encore plus privée, ce qui est totalement contradictoire avec les objectifs que s'est donné le gouvernement bolivarien de transformer l'économie capitaliste en un NMP [nouveau modèle productif] socialiste»*⁸.

Cette situation perdure malgré l'accélération des nationalisations depuis 2009. Pire, un phénomène de désindustrialisation frappe l'économie vénézuélienne. Selon la Banque centrale du Venezuela, la part du secteur manufacturier dans le PIB est passée de 20% en 1987 à 14,8% en 2011.

Ce secteur n'est pas le seul en berne. La production agricole continue d'être largement inférieure à la demande intérieure. La réforme agraire se fait attendre et les expropriations ne touchent pas les propriétés privées productives. Si la production agricole a bondi de 44% entre 1998 et 2010, ce chiffre est trompeur car le niveau des importations de produits alimentaires reste le même, aux environs de 70%.

Enfin, la politique sociale du gouvernement (gratuité des services, augmentations des salaires, mise en place d'un régime élargi de retraite...) a provoqué une explosion

de la demande intérieure qui n'a pas été satisfaite par un accroissement au moins égal de la production nationale. La pénurie s'installe pour certains produits, favorisant l'inflation et c'est l'importation de produits manufacturés qui compense ces besoins. Dès lors, la dépendance économique vis-à-vis du marché mondial reste en l'état.

LES MISSIONS

Chávez a mis en place dès 2002 des dizaines de missions destinées à éradiquer la pauvreté. Chacune traite un sujet déterminé (santé, éducation, logement, distribution alimentaire...) et est financée par la rente pétrolière. Certaines ont bénéficié d'un accord avec Cuba permettant un apport en personnel, notamment dans le domaine de la santé.

Ces mesures sociales se sont traduites par la construction de centaines de cabinets médicaux gratuits dans les quartiers populaires (mission Barrio Adentro)⁹, la création d'écoles et la scolarisation d'à peu près toute la population des tranches d'âge concernées (missions Robinson, Ribas, Sucre), ou encore la création de centaines de magasins alimentaires fournissant des denrées à prix subventionnés (mission Mercal).

Cette politique sociale a contribué à la diminution du taux de pauvreté. La CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) reconnaît que le Venezuela est devenu le pays du continent où les inégalités sociales sont les plus faibles. Pour arriver à ce résultat, le gouvernement a travaillé sur deux axes : la généralisation de l'accès aux biens essentiels (santé, éducation...) via les missions et une revalorisation systématique du salaire minimum¹⁰. Ces deux moyens de redistribution de la richesse ont fait baisser fortement le taux de pauvreté, passé de près de 51 % en 1998 à 32 % en 2011.

Mais les missions, localisées dans les quartiers populaires, n'ont pas réglé les questions d'accès identique pour tous aux services sociaux. Le secteur de la santé reste majoritairement privé et il est plus facile d'être soigné dans un établissement privé, extrêmement cher, que dans un hôpital public. Il en est de même avec l'éducation, notamment dans les universités où coexistent les universités bolivariennes, gratuites, et les autres dont les frais d'étude peuvent être prohibitifs.

Suite aux pluies diluviennes de décembre 2010, Chávez a lancé la *Gran Misión Vivienda* (grande mission logement), qui étend à tout le pays l'effort de construction.

L'objectif est de construire 150 000 maisons en 2011¹¹, puis 200 000 en 2012 et enfin 300 000 chaque année jusqu'en 2017, soit deux millions en sept ans. Sont visées en priorité les populations affectées par ces pluies, notamment dans Caracas, les Etats de Miranda, Vargas, Zulia et Falcon. Mais la mission est élargie aux familles vivant dans des logements dangereux ou qui ne sont pas propriétaires. Or, cette mission connaît des déboires en cette fin 2012, en raison de la pénurie de matériaux (le ciment notamment) qui a interrompu de nombreux chantiers.

Se repose ainsi la question toujours non résolue du modèle de développement.

LA CRISE DU MOUVEMENT SYNDICAL

Après le coup d'Etat de 2002, un nouveau mouvement syndical s'est formé contre l'alliance AD-COPEI-FEDECAMARAS-CTV¹² qui avait organisé le coup d'Etat de 2002. Les tensions sociales exacerbées pendant ces années 2002-2003 ont fait émerger un mouvement syndical combatif qui s'est constitué autour de l'UNETE (Union nationale des travailleurs). Il était le résultat d'un affrontement de classe dans lequel les salariés luttèrent contre un patronat ayant participé au coup d'Etat contre Chávez.

Rien d'étonnant à ce que dès sa création, l'UNETE ait adopté comme un axe revendicatif prioritaire la question du contrôle ouvrier. D'abord revendiqué dans des entreprises dont les patrons avaient pris fait et cause pour le coup d'Etat, ou ayant participé à la pénurie, ou cherché à saboter la production ou à transférer leurs avoirs à l'étranger, cette revendication s'est transformée, notamment dès les appels de Chávez à la construction du socialisme en 2005-2006, en un objectif global. Désormais, c'était l'efficacité du contrôle ouvrier qui était avancée, face à la bourgeoisie mais aussi à la bureaucratie bolivarienne.

Autre revendication majeure, dans les entreprises les travailleurs réclamaient la modification de la LOT (Ley Orgánica del Trabajo – le code du travail vénézuélien) toujours en vigueur depuis la victoire de 1998. Dès sa création en 2003, l'UNETE s'opposait au gouvernement sur deux points essentiels : outre la question du contrôle ouvrier, la réforme du code du travail sur laquelle elle faisait face à une fin de non recevoir.

Mais l'UNETE est en crise depuis 2006. Y coexistent des courants dont un des principaux, la FBT (Fuerza Bolivariana de los Trabajadores) est directement lié au PSUV. Nationalement c'est un courant animé par

des militants révolutionnaires, C-CURA (Coriente Clasista Unitaria Revolucionaria y Autonomia) qui était majoritaire. La crise s'est cristallisée autour de l'attitude à adopter face aux élections présidentielles d'octobre 2006. Divisée entre les partisans d'un soutien total au gouvernement (la FBT) et ceux de l'autonomie syndicale (C-CURA), la direction de l'UNETE a alors explosé, sans jamais retrouver un fonctionnement collectif. Dès 2008, les courants chavistes au sein de l'UNETE ont décidé de créer une nouvelle centrale. En 2011, ils s'en sont séparé officiellement pour prendre le nom de CSBT (Central Socialista Bolivariana de los Trabajadores de la ciudad, del campo y del mar). La plupart des fédérations et syndicats ont peu à peu quitté l'UNETE pour rejoindre la CSBT.

UN NOUVEAU CODE DU TRAVAIL

La même année 2011, le gouvernement a décidé de réformer la LOT. Une commission nommée par décret incluait des représentants du gouvernement, des « experts », des représentants patronaux et la CSBT. L'UNETE, la CTV et le FNCEZ (Frente Nacional Campesino Ezequiel Zamora, organisation paysanne) en étaient exclus. Les discussions en son sein n'étaient pas rendues publiques et si environ 1 800 assemblées populaires ont été organisées dans les quartiers pour faire remonter des propositions, seuls les membres de la commission décidaient. C'est dans le plus grand secret que la nouvelle LOT a été élaborée. Utilisant la division syndicale, Chávez a poussé la CSBT en avant en lui donnant l'exclusivité de la discussion et de la préparation de la loi.

Le 22 mars 2012, l'UNETE, le Mouvement national pour le contrôle ouvrier, la Plateforme des conseils socialistes des travailleurs du grand Caracas, des collectifs de défense de la santé, mais aussi la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) et le PCV, ont manifesté à Caracas jusqu'au siège de la vice-présidence de la République pour y déposer leur propre projet de réforme de la LOT, qui aurait instauré un contrôle des politiques de l'Etat et des entreprises privées par des « conseils de travailleurs et de travailleuses ». On y retrouvait aussi la recommandation que cette nouvelle loi soit validée par un référendum. Démarche sans résultat.

Le 30 avril 2012, la nouvelle LOT était publiée au journal officiel¹³. Elle comporte d'importantes améliorations, comme le droit à la sécurité sociale pour les femmes au foyer et





les travailleuses à leur compte, l'inamovibilité des femmes enceintes jusqu'à deux ans après la naissance, la réduction du temps de travail sans perte de salaire de 44 à 40 heures de jour et de 42 à 35 heures de nuit, la fin de la sous-traitance dans les trois ans à venir, ou l'augmentation des peines pour les infractions à la législation du travail, notamment en cas de violation du droit de grève. Le contrôle ouvrier est rendu possible uniquement pour

les entreprises jugées coupables de fermeture illégale ou frauduleuse, et par ordonnance gouvernementale. C'est un recul par rapport aux revendications qui ont été largement portées par le mouvement syndical sur le sujet. En moins d'une année, depuis la réforme de la LOT, la CSBT a siphonné la plupart des syndicats de l'UNETE. Sa direction veut marquer une rupture avec l'expérience de l'UNETE où elle critique l'existence de courants, principale explication selon elle de sa paralysie. En cette fin d'année 2012,

au sein d'autres courants qui ont participé à la direction de l'UNETE, la question se pose de rejoindre ou non la CSBT. Le mouvement syndical qui a toujours été critique vis-à-vis du gouvernement Chávez, sur sa droite avec la CTV qui soutient l'opposition, ou sur sa gauche avec l'UNETE, est en grande partie remodelé avec une centrale dominante acquise au régime.

LE DANGER DE LA «BOLI-BOURGEOISIE»

Une des faiblesses de la situation réside dans



l'héritage historique et politique du Venezuela actuel. La première victoire de Chávez s'est faite contre les partis corrompus, comme queue de comète du massacre du Caracazo¹⁴ de 1989. Lors des élections présidentielles de 1998, la population voulait en finir avec un régime qui venait de développer des politiques néolibérales extrêmement violentes. L'irruption de Chávez ne s'est pas accompagnée d'une mobilisation sociale avec des organisations, dans les quartiers ou à la campagne, poussant au changement. Pire,

le seul mouvement organisé, le mouvement syndical dominé par la CTV, relais de l'AD dans les entreprises, était totalement corrompu et opposé à Chávez. C'est ce contexte d'absence initiale de liens structurels organisés avec la population qui permet de comprendre l'omniprésence de Chávez. Sa conception du pouvoir, très militaire, explique aussi la persistance de ce travers. Mais sa maladie a relancé la discussion au sein de la gauche vénézuélienne sur le devenir du processus.

Au sein même du PSUV, la question se pose du rôle des mouvements sociaux, de la classe ouvrière, de la paysannerie. La nécessité d'ouvrir les choix politiques aux organisations sociales devient criante. Contre cette orientation, il règne au sein même du pouvoir une opposition interne extrêmement forte : la bureaucratie. Installée dans les institutions, les administrations, les directions d'entreprises publiques, cette couche sociale se nourrit du processus et craint par dessus tout l'irruption du mouvement social. Utilisant les mécanismes de corruption qui sont loin d'avoir disparu, cette couche s'identifie socialement à la bourgeoisie. La « boli-bourgeoisie » (nom donné à cette néo-bourgeoisie « bolivarienne ») n'a rien à envier à la bourgeoisie traditionnelle. Ce qui lui permet d'exister, c'est autant l'absence de contrôle démocratique dans le fonctionnement des administrations et des entreprises, que la domination maintenue des rapports de production capitaliste.

UN SECTEUR PRIVÉ TOUJOURS DOMINANT

Car après treize ans de pouvoir chaviste, le secteur privé représente toujours 70% du PIB¹⁵. Le gouvernement a tenté de proposer un modèle de production fondé sur les coopératives. Passées de 1045 en 2001 à 225 000 en 2007, leur nombre s'est ensuite stabilisé. Quant à leur bilan, il est pour le moins contrasté. Ces coopératives ne participent que pour moins de 2% au PIB, contre 0,6% en 1998. Et ce chiffre cache une autre réalité : le nombre des travailleurs qui y participent est resté à peu près stable depuis 1998, un peu plus de 200 000. Mais surtout, les critiques portent sur la réalité des coopératives. Beaucoup ont été créées pour recevoir des subventions et ont disparu rapidement. D'autres ont développé des rapports de travail extrêmement durs, d'autant que la loi n'y autorise pas la formation de syndicats. Enfin, dans un environnement capitaliste largement dominant, pour résister ces coopératives ont dû reprendre les mêmes critères de gestion que les entreprises privées classiques. Le modèle de développement consistant à contourner les rapports de production capitalistes en

DR



14. Suite à de fortes augmentations de prix décidées par le président Carlos Andrés Pérez, de l'AD, des émeutes populaires avaient éclaté, notamment à Caracas. Avec près de 1 000 tués, la répression avait été féroce.

15. Selon la BCV (Banque centrale du Venezuela), la part du secteur public dans le PIB est passée de 34,8% en 1998 à 30,9% à fin 2011.

misant sur la croissance d'un secteur coopératif accompagné d'un secteur public efficient est loin d'avoir fait ses preuves. Chávez lui-même reconnaît la nécessité d'améliorer la situation et propose de créer un nouveau ministère chargé du suivi de la gestion gouvernementale et de la mise en œuvre des projets. Mais au-delà, au sein même du PSUV et parmi ses alliés, de nombreuses voix s'élèvent pour demander une rectification du cours du processus. Certains sont pessimistes et considèrent que «cette victoire est la dernière opportunité que donne le peuple vénézuélien pour la rectification», comme le dit le professeur Roberto López¹⁶.

En cause, l'absence de démocratie interne du chavisme, l'inféodation de nombreuses organisations sociales à Chávez et au gouvernement, la paralysie de nombreux ministères, qui interdisent toute discussion autour du projet de construction du «socialisme du XXI^e siècle». Ces analyses, souvent issues d'intellectuels qui se situent dans le camp du processus, commencent à être relayées sur le terrain politique et social.

POUR UNE MOBILISATION AUTONOME

Parmi les organisations critiques qui soutiennent Chávez, plusieurs se sont regroupées en mai 2012 pour former l'APR (Alianza Popular Revolucionaria) qui essaye de construire une mobilisation autonome, non inféodée aux structures d'État ou au PSUV. Y participent l'organisation paysanne Courant révolutionnaire Bolivar et Zamora, le Mouvement des Pobladores, l'Association nationale des médias communautaires libres et alternatifs, Surco (collectif d'éducation universitaire), Marea Socialista (organisation liée à la IV^e Internationale)¹⁷, des organisations féministes, d'autres courants ou groupes militants internes/externes au PSUV. L'APR est pour l'instant un creuset qui tente de regrouper et d'articuler des organisations sociales et politiques qui, tout en soutenant Chávez, veulent agir de manière autonome.

Son activité principale porte sur la question du pouvoir populaire et la radicalisation des luttes sociales. Elle dénonce la bureaucratie,

la corruption et la conception de la construction du socialisme par décret. Cette campagne a un écho certain au sein même du PSUV. D'autant qu'il n'a pas échappé à ses militants que la victoire du 7 octobre est avant tout celle de Chávez et qu'à l'approche des élections des gouverneurs de chacun des 24 États en décembre 2012, la victoire n'est pas certaine.

Si la mobilisation sociale ne se développe pas dans le pays, il est à craindre que la rectification proposée par Chávez au lendemain du 7 octobre porte principalement sur le fonctionnement des institutions et pas du tout sur le modèle de développement et l'élargissement de la démocratie. La dimension populaire et émancipatrice de cette expérience de changement social risque alors de subir un coup fatal.

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE VÉNÉZUÉLIEN

Toutefois, la situation politique au Venezuela reste exceptionnelle. Les USA, les puissances impérialistes et les groupes de presse l'ont bien compris, eux qui tirent à boulets rouges contre la soi-disant dictature de Chávez. Car ce régime s'inscrit dans le changement de période qu'a connu le continent latino-américain à la fin des dictatures des pays du cône Sud (Chili, Uruguay, Brésil, Argentine, Paraguay). Après la rupture néolibérale inaugurée par le coup d'État de Pinochet au Chili en 1973, les aspirations populaires se sont exprimées de plus en plus fortement à partir du milieu des années 1980 contre ces régimes. Les changements politiques se sont succédés, victoire de Chávez, de Lula au Brésil, de Morales en Bolivie ou de Correa en Equateur, mais aussi le mouvement zapatiste au Mexique. Les défis posés au Venezuela sont vastes et concernent toutes les organisations qui veulent transformer la société et se débarrasser du capitalisme. C'est pour cela qu'un parti comme le NPA se situe clairement en solidarité avec la révolution bolivarienne. Mais parce que ce processus interroge, progresse à tâtons, avec des avancées et des reculs, il ne saurait être question d'un soutien acritique. Aider le processus de transformation sociale en cours, c'est prendre fait et cause pour les besoins des peuples, des salariés, des pauvres, des femmes, des indigènes, si besoin est en critiquant des décisions politiques de dirigeants, aussi charismatiques soient-ils. Mais la solidarité c'est aussi lutter pied à pied contre les puissances impérialistes et la bourgeoisie qui veulent renverser le cours des choses et virer Chávez. Nous ne sommes pas dans un camp intermédiaire,

celui du «ni-ni». Quoi qu'on pense des imperfections du régime, des dérives et des risques, le peuple vénézuélien a compris que ses acquis ne sauraient être conservés par un retour de la droite aux affaires. Dans ce combat, nous sommes avec lui. □

Pour aller plus loin

L'auteur de cet article vient de publier, avec Pierre Mouterde, le livre *Hugo Chávez et la révolution bolivarienne – Promesse et défis d'un processus de changement social*. M'Éditeur (Ville Mont-Royal, Québec, Canada), 272 pages, 24 euros. Une présentation aura lieu jeudi 6 décembre à la librairie La Brèche, 12 rue Taine, 75012 Paris. *TEAN La Revue* reviendra sur cette parution dans sa prochaine édition.

16. Voir sa déclaration sur le site de la gauche radicale aporrea.org, repris dans le quotidien *Ultimas Noticias* du 10 octobre 2012.

17. *Marea Socialista* avait lancé une campagne autour des mots d'ordre «Le 7 octobre, Chávez président et le 8 octobre, débarrasser la révolution de ses bureaucrates» et «pour un gouvernement du peuple travailleur sans capitalistes».

VENEZUELA

LES RESSORTS D'UNE POLITIQUE EXTÉRIEURE ERRATIQUE

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Un jour Chávez dit à Obama qu'il « veut être son ami », un autre il le traite de « clown » et de « honte pour le peuple noir », plus tard il affirme que s'il était nord-américain il voterait pour lui... Cela, tout en réitérant à intervalles réguliers ses condamnations de l'impérialisme US, « plus grand terroriste de l'Histoire du monde ». Où est la logique de telles prises de position – et d'autres, parfois encore plus surprenantes ?

Les relations entre les États entraînent des contraintes pour le plus progressiste des gouvernements, et chaque accord économique n'a pas nécessairement une signification politique. Il reste que les grands choix de politique étrangère entrent toujours en résonance avec les objectifs poursuivis à l'intérieur du pays. Ceux du gouvernement vénézuélien doivent donc être pris en compte pour analyser son cours politique. Commençons par les orientations mises en œuvre en Amérique latine.

DE L'ALBA AU MERCOSUR

L'ALBA (« Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique ») visait, dans l'esprit de Chávez, à offrir une alternative continentale au projet étatsunien (mis en échec par les mobilisations populaires) d'une « Zone de libre-échange des Amériques ». C'est en avril 2005 qu'elle a été portée sur les fonts baptismaux, à travers la signature d'un « Traité commercial des peuples » entre le Venezuela et Cuba. Outre les deux pays fondateurs, l'ALBA réunit aujourd'hui la Bolivie, le Nicaragua et l'Équateur, ainsi que trois petits États de la Caraïbe¹.

Si elle est loin d'avoir atteint ses objectifs initiaux, l'ALBA présente des traits progressistes inédits, qui la différencient de tous les autres blocs économiques régionaux. À l'opposé du néolibéralisme dominant, elle est fondée sur des principes de coopération et de solidarité, mis en œuvre à travers une série d'accords bilatéraux ou multilatéraux qui, peu ou prou, bénéficient aux peuples concernés. Ainsi, le Venezuela met à la disposition d'autres pays ses moyens de transport et leur fournit du pétrole à des prix préférentiels, Cuba développe chez ses partenaires d'importants

programmes d'aide médicale, etc. Quant au commerce interne à la zone, il s'efforce de tenir compte des inégalités de développement en appliquant des mécanismes de compensation. Cependant, un an après la fondation de l'ALBA, Chávez présentait également la candidature du Venezuela au Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et – à l'époque – Paraguay). Après une longue attente, il a fini par l'intégrer en juillet 2012². Et là, c'est tout autre chose, car ce marché commun sud-américain est fondé sur les mêmes principes que l'Union européenne ou que l'accord de libre-échange de l'Amérique du Nord : la libre circulation des marchandises et des capitaux. Un membre du Parti communiste argentin, pourtant pas un critique forcené, estime que « face au modèle d'ouverture, concentration et exclusion imposé par le néolibéralisme, le Mercosur n'a pas été un mur de contention de l'avancée libérale mais plutôt une forme idiosyncratique ou "autonome" pour administrer l'austérité »³. En termes moins ampoulés : c'est un espace néolibéral autonome et relativement indépendant de la superpuissance étatsunienne, dominé par la puissance montante du capitalisme brésilien. D'où des interrogations, pour le moins, sur l'impact que cette adhésion aura sur l'économie vénézuélienne. Chávez parle d'une « bénédiction » qui permettrait de créer des centaines de milliers d'emplois, grâce à l'installation d'entreprises brésiliennes et argentines, attirées par l'énergie et les matières premières bon marché mises à leur disposition aux portes de la Caraïbe. Mais d'autres observateurs, y compris certains chavistes de gauche, estiment que la faible structure industrielle du pays pourrait ne pas y résister et que le gagnant sera dans tous les cas le grand capital brésilien. Beaucoup s'interrogent aussi sur le sort

des accords passés dans le cadre de l'ALBA et craignent que celle-ci ne soit désormais menacée.

LES MAUVAISES FRÉQUENTATIONS

Le 13 septembre dernier à Caracas, Chávez adressait « (son) salut et (ses) vœux au président Bachar al-Assad et au peuple syrien qui résistent à une agression impérialiste. » Le 9 octobre, il rendait d'abord hommage à Khadafi : « J'étais très ami avec Mouammar Kadhafi, le chef de l'État libyen. Il a été torturé, assassiné. Les derniers mots de Kadhafi ont été : "Je mourrai comme le Che. Je vais au martyr" » (Où a-t-il trouvé cela ?)

Puis il revenait sur la Syrie en déclarant : « Est-ce que quelqu'un peut être d'accord avec l'agression que subit la Syrie (...) J'aimerais bien faire quelque chose mais que peut faire le Venezuela ? (...) Nous devons défendre la souveraineté de tous les pays (...) Comment ne pas appuyer le gouvernement si c'est un gouvernement légitime (...) Le monde est entré dans une nouvelle guerre impériale. C'est lamentable. »

Mais la relation la plus « spectaculaire » est sans doute celle engagée de longue date avec le régime des mollahs. Chávez s'est rendu treize fois en Iran depuis le début de sa présidence, tandis qu'Ahmadinejad a été reçu six fois à Caracas depuis 2005. Et ils ne parlent pas que de commerce ou de coopération technique. L'un et l'autre s'apprécient et se qualifient réciproquement de « frères ». Lors de leur avant-dernière rencontre, en janvier 2012, Chávez a rappelé sa « volonté de continuer à travailler ensemble pour freiner la folie





DR



impérialiste qui se déchaîne aujourd'hui comme jamais depuis longtemps avec un pouvoir terrible, menaçant (...) L'une des cibles que vise l'impérialisme yankee est l'Iran, et c'est pourquoi nous montrons notre solidarité.»

UN SEUL OBJECTIF

L'un des supporters français de Chávez les moins critiques, le secrétaire national du PG François Delapierre, relevait récemment que «pour le Venezuela, les relations internationales ne sont pas un à côté de la politique gouvernementale. Elles sont une condition matérielle de l'indépendance nationale visée par le pouvoir bolivarien.»⁴ Mais une chose est de combattre les ingérences et menaces impérialistes, autre chose, totalement différente, est d'accorder son soutien politique et son amitié à des directions bourgeoises qui figurent parmi les dictatures anti-ouvrières les plus féroces de la planète.

L'absence dans la diplomatie vénézuélienne de tout critère de classe, le fait qu'elle ne se préoccupe en rien du combat des travailleurs

iraniens ou chinois, ni même de celui des peuples en dehors du continent latino-américain, confirment en tout cas que le discours socialiste de la direction chaviste est purement rhétorique. Delapierre, à sa manière, à raison : de l'ALBA et du Mercosur aux relations avec la Chine, la Russie, l'Iran ou la Syrie, le seul objectif poursuivi est l'indépendance nationale. Encore faut-il signaler que les relations avec les États-Unis ne sont pas exactement ce qu'il en est dit. Chávez a beau dénoncer périodiquement l'impérialisme US comme le mal incarné (que certainement il est), les relations avec lui empruntent des chemins plus tortueux... et pragmatiques.

DES RAPPORTS TENDUS MAIS PRAGMATIQUES

Il est prouvé, de notoriété publique, que l'administration Bush avait au moins soutenu (si ce n'est encouragé ou provoqué) le coup d'État de 2002. Mais aujourd'hui, et contrairement à ce que la gauche chaviste se plaît à répéter, ce n'est plus la politique des États-Unis. Parce que la mobilisation des peuples latino-américains les a fait reculer, que la puissance impériale a d'autres sujets de préoccupation, prioritaires (Moyen-Orient, Asie...), mais

aussi que ses dirigeants considèrent désormais qu'ils peuvent s'accommoder pour un temps de Chávez. Après tout, celui-ci ne s'en est pris que marginalement aux intérêts de leurs entreprises. Le Venezuela reste un pays capitaliste où elles continuent de faire leurs affaires, la situation n'y a rien à voir avec les expropriations sans indemnités et la nationalisation totale de l'économie cubaine, il y a maintenant plus de 50 ans.

Les relations commerciales n'ont jamais été interrompues. En lui livrant un peu moins de 10% du total de ses importations, le Venezuela est le quatrième fournisseur de pétrole des États-Unis. Et, quand bien même le pays caribéen tente de réduire cette dépendance (en particulier par de nouveaux contrats avec la Chine), ses livraisons à l'Oncle Sam représentent toujours la majeure partie de ses exportations. De même ce dernier reste-t-il, et de loin, le principal fournisseur du Venezuela.⁵ La page Internet du Département d'État (ministère des affaires étrangères) étatsunien sur le Venezuela rend compte de cette approche plus apaisée : «*Indépendamment des tensions dans les relations bilatérales, les États-Unis continuent de rechercher avec le gouvernement vénézuélien des engagements constructifs, en se concentrant sur les domaines dans lesquels la coopération est de l'intérêt des deux nations. Des exemples de tels intérêts communs sont la coopération dans la lutte contre le narcotrafic et le terrorisme, ainsi que les relations commerciales.*»⁶ □

1. Qui, curieusement, ont en commun d'être à la fois des pavillons de complaisance et des paradis fiscaux. Il s'agit de la Dominique, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines et d'Antigua-et-Barbuda.

2. Le Sénat paraguayen dominé par la droite avait mis son veto à l'adhésion du Venezuela. Cet obstacle a été levé de fait lorsque les trois autres pays membres du Mercosur ont suspendu la participation du Paraguay suite au coup d'État institutionnel ayant renversé le président Fernando Lugo.

3. <http://www.nuestrapropuesta.org.ar/Numerosanteriores/782/PAG4A.htm>. Le petit PC argentin soutient le gouvernement de Cristina Fernández.

4. <http://www.francoisdelapierre.fr/2012/10/03/ou-est-question-du-venezuela-et-de-deux-journalistes/>

5. En 2011, les marchandises étatsuniennes ont représenté 32% des importations du Venezuela, suivies par celles en provenance de l'Union européenne (14%), de Chine (9%), du Brésil (9%) et de Colombie (5%). Inversement, les États-Unis ont été destinataires de 40% des exportations vénézuéliennes, devant la Chine (8%), l'Inde (8%), Singapour (5%) et Cuba (5%).

6. <http://www.state.gov/r/pa/ei/bgn/35766.htm>

GOUVERNEMENTS « PROGRESSISTES » D'AMÉRIQUE LATINE **DE L'INDÉPENDANCE, MAIS PAS DE SOCIALISME**

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA

Révolution par les urnes ? Socialisme du XXI^e siècle ? Il circule dans nos contrées beaucoup d'idées fausses et d'illusions sur les gouvernements dits de gauche ou progressistes en Amérique latine. Pour pouvoir se donner une politique, qui n'a nul besoin d'être sectaire et propagandiste, il faut d'abord essayer de comprendre la réalité.

Les patriotes qui ont arraché l'indépendance par rapport à l'Espagne rêvaient d'une « Grande patrie latino-américaine », mais il n'y a pas aujourd'hui une seule Amérique latine.

Le Brésil ne partage ni la langue ni l'histoire du reste du continent. Le Cône Sud ou le Mexique ont un développement économique différent de la Communauté andine ou de l'Amérique centrale. Des guerres ayant opposé les pays latino-américains, il reste des méfiances ou des proximités qui jouent un rôle dans les relations entre les peuples comme entre les gouvernements. L'Amérique latine luso-hispanophone a en commun de constituer « l'arrière-cour » des États-Unis, mais ni les rapports entre les classes, ni ceux que les bourgeoisies nationales entretiennent avec l'impérialisme et le capital financier, ne sont identiques d'un pays à l'autre.

Tout au long des années 1980, à la suite du changement de politique de l'impérialisme US, les gouvernements démocratiques ont succédé aux dictatures. Dans les années 1990, tous les gouvernements ont accepté le Consensus de Washington et appliqué les mesures exigées par le FMI et la Banque mondiale. L'ordre du jour était de freiner l'inflation et de faire payer aux peuples la dette que les dictatures militaires avaient contractée sous la pression des États-Unis.

Le paiement de la dette extérieure a servi de prétexte aux privatisations, depuis les entreprises d'État jusqu'à des ressources telles que l'eau. Un pays comme l'Équateur a fait du dollar son moyen de paiement obligatoire. En Argentine, le gouvernement a décrété que le dollar et la monnaie nationale avaient la même valeur. Dans les deux cas, l'indépendance monétaire a été perdue, avec un coût brutal pour les

secteurs les plus pauvres de la population. L'imposition de ces mesures a conduit à un chômage massif et constitué une défaite pour le mouvement ouvrier et populaire.

MOBILISATIONS DE MASSE ET GOUVERNEMENTS INDÉPENDANTS

Alors que les guerres d'Afghanistan et d'Irak conduisaient les États-Unis à négliger leur « arrière-cour », les masses de certains pays latino-américains, appuyées sur une longue tradition d'organisation et de lutte et confrontées à des conditions de vie devenues insupportables, tirèrent parti de cette situation pour réagir violemment, en interrompant ou en sapant les continuités institutionnelles. C'est ainsi que surgirent dans plusieurs pays des mouvements anti-impérialistes de masse, incluant des secteurs de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie aspirant à une politique de développement national indépendant de l'impérialisme, ce qui les amène à se confronter à lui.

Pour se maintenir au pouvoir, ces gouvernements sont obligés de s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs et de la population, et ils doivent en conséquence leur faire des concessions. Chávez (Venezuela), Morales (Bolivie) et Correa (Équateur) répondent à ce modèle. Un tel phénomène a conduit certains à estimer que l'on se trouvait face à des situations pré-révolutionnaires. D'autres, plus osés, ont pris pour argent comptant les déclarations sur « le socialisme du XXI^e siècle ».

Dans le même temps, au Brésil et en Uruguay, deux partis réformistes – respectivement le Parti des travailleurs et le Front élargi – parvenaient au pouvoir par la voie électorale. Il semblait alors qu'il y avait en Amérique latine une radicalisation telle que l'on pourrait conquérir le socialisme par les urnes.

RÉFORMISMES NÉOLIBÉRAUX

Lula (Brésil) et Tabaré Vasquez (Uruguay) étaient arrivés au pouvoir « à froid », dans le cadre d'un faible niveau de mobilisation d'un mouvement ouvrier qui n'avait pas encore récupéré de sa défaite devant l'offensive néolibérale. Ils purent ainsi continuer à appliquer, et même approfondir, les mesures néolibérales et anti-ouvrières des gouvernements précédents.

Le cas du Brésil est particulièrement éclairant. Au niveau national, tirant parti de la démobilitation du mouvement ouvrier, Lula puis Rousseff ont accentué la subordination du modèle d'accumulation à la logique du capital international, tout en abandonnant leurs promesses de réforme agraire et en renforçant le latifundium et l'extractivisme.

Centré sur son propre développement, le Brésil est devenu le « sous-impérialisme » de la région. Au plan politique, il utilise sa relation « privilégiée » avec les États-Unis et agit comme leur courroie de transmission lors de situations critiques – par exemple à Haïti ou en Bolivie. Au vu de ce rôle, il aspire et demande un poste de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Ses multinationales, telles que Petrobras (hydrocarbures) ou Odebrecht (construction), mènent une politique économique agressive qui a provoqué des conflits avec la Bolivie et l'Équateur. Cette influence s'étend désormais en Afrique, où les capitaux brésiliens entrent en compétition avec ceux de Chine pour l'extraction des matières premières.

LE CAS ARGENTIN

L'Argentine est une sorte de cas intermédiaire. Les Kirchner (Nestor puis, après



son décès, Cristina) sont parvenus au pouvoir après les mobilisations semi-insurrectionnelles de la fin 2001. Sans appareil politique propre, ils ont bénéficié de la haine populaire envers Menem (le président péroniste des années 1990) mais aussi de l'incapacité des partis de gauche, des *piqueteros* (organisations de chômeurs), des assemblées populaires et des syndicats combattifs à présenter une alternative politique crédible.

Leur plan était de reconstruire l'économie argentine en suivant le modèle néolibéral exportateur et extractiviste, tout en se dégageant de l'emprise étatsunienne. Ils ont développé les mines géantes à ciel ouvert, en passant des accords avec de grandes multinationales minières telles que Rio Tinto, Areva ou Cœur d'Alene, et étendu la culture du soja transgénique à des niveaux prédateurs, notamment au moyen d'accords avec Monsanto.

Arborant comme une décoration leur appartenance durant les années 1970 à la gauche péroniste (les *Montoneros*), les Kirchner ont rouvert en grand le dossier des crimes de la dictature militaire – que le mouvement de masse avait su interdire de refermer complètement. Par cette politique, spectaculaire mais qui ne coûtait rien, ils ont pu coopter un secteur des Mères de la Place de Mai et du mouvement démocratique.

Afin de freiner les mobilisations, ils ont utilisé le niveau très élevé des prix du pétrole et du soja sur le marché mondial pour mettre en place des politiques d'assistance qui leur ont permis de, là aussi, coopter des secteurs entiers de *piqueteros* et acheter des dirigeants péronistes, politiques et syndicaux. Ils ont passé des accords avec la bureaucratie syndicale péroniste pour limiter les conflits sociaux et, ainsi, mettre à profit la brutale baisse des salaires qui avait résulté de la dévaluation du peso au tiers de sa valeur, avant leur accession au pouvoir.

C'est ainsi qu'ont pu être maintenus pendant des années des taux de croissance annuelle – appartenant désormais au passé – de 8 ou 9%.

CE QUI EST COMMUN AU «PROGRESSISME»

Ces gouvernements se sont gagnés le qualificatif de «progressistes» parce que pour palier la misère et éviter de nouvelles explosions populaires, ils ont procédé – à des degrés divers selon les pays – à une certaine

redistribution de la rente, auparavant accaparée exclusivement par l'impérialisme, les classes dirigeantes et quelques secteurs privilégiés. Ont ainsi surgi le plan «Faim Zéro» au Brésil, l'«Assignation universelle par enfant» ou les plans «Travailler» en Argentine, le «bon scolaire Juancito Pinto» et la «rente Dignité» en Bolivie, et naturellement les Missions au Venezuela. Mais il s'agit d'une redistribution de surface, qui permet à de larges secteurs de la population de sortir la tête de l'eau mais peut être menacée à tout moment par une détérioration de la situation économique.

Les gouvernements «progressistes» ont pour objectif de contrôler le mouvement de masse, en l'empêchant de s'organiser de manière indépendante. La tâche leur est facilitée par le fait que, même si ces masses luttent objectivement contre le capitalisme, elles manquent d'une conscience anticapitaliste et d'un programme propre.

Chávez en est une illustration très claire. Il améliore les conditions de vie de la population en redistribuant une partie de la rente pétrolière, fait une série de concessions et se gagne le soutien des travailleurs sans sortir du cadre du capitalisme. Chaque fois que des secteurs de masse tentent de s'organiser de façon indépendante, leur mouvement est coopté ou désarticulé. On l'a vu se produire avec les Cercles bolivariens, avec l'UNETE et avec le PSUV.

L'UNETE est la centrale syndicale fondée en 2003 pour s'opposer au syndicalisme traditionnel de la CTV putschiste. La plupart des syndicats qui la composaient, parmi eux ceux liés à Marea Socialista, ont subi une pression telle qu'ils l'ont finalement abandonnée pour rejoindre la CSBT, la nouvelle centrale pro-gouvernementale. Le PSUV, qui avait été lancé comme un parti de masse offrant de grandes possibilités de discussion interne, est devenu un appareil électoral et bureaucratique auquel ses meilleurs militants s'opposent dans les luttes quotidiennes. Mais à l'heure des élections, ces mêmes militants votent à nouveau pour le PSUV, et toute tentative de s'organiser politiquement de façon indépendante se heurte à l'incompréhension populaire.

UN PHÉNOMÈNE NOUVEAU ?

La question se pose de savoir si l'on se trouve face à un phénomène nouveau. Et la réponse est non. Nous avons déjà connu en Amérique latine des gouvernements de ce type: Lázaro Cárdenas au Mexique, Perón en Argentine (avec lequel Chávez

se compare) ou Getulio Vargas au Brésil, pour n'en citer que quelques-uns.

Dans son article de 1938 «*L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière*», Léon Trotsky écrivait à propos de Lázaro Cárdenas, le président du Mexique qui avait nationalisé le pétrole et les chemins de fer, distribué aux paysans pauvres 12 millions d'hectares de terres, et était allé jusqu'à appeler les syndicats à administrer les entreprises nationalisées: «*Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Ceci crée des conditions particulières du pouvoir d'État. Le gouvernement louvoie entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Cela confère au gouvernement un caractère bonapartiste sui generis particulier. Il s'élève pour ainsi dire au-dessus des classes. En réalité, il peut gouverner, soit en*



se faisant l'instrument du capital étranger et en maintenant le prolétariat dans les chaînes d'une dictature policière, soit en manœuvrant avec le prolétariat et en allant même jusqu'à lui faire des concessions et conquérir ainsi la possibilité de jouir d'une certaine liberté à l'égard des capitalistes étrangers. La politique actuelle du gouvernement [de Lázaro Cárdenas] en est au second stade: ses plus grandes conquêtes sont les expropriations des chemins de fer et de l'industrie pétrolière.»

Il est certain que Cárdenas et Perón ont fait beaucoup plus de concessions aux masses que les gouvernements actuels. Sous Perón, la part des salaires dans le PIB est passée de 39% à 46% entre 1946 et 1950. Il a fallu à la bourgeoisie argentine près de trois décennies pour revenir aux taux de répartition antérieurs. Mais Perón vivait à l'époque des Trente Glorieuses tandis que Chávez est un « bonaparte sui generis » de nos temps de crise systémique générale.

QUEL AVENIR POUR LE « PROGRESSISME » ?

L'Histoire montre que les gouvernements « progressistes » se maintiennent tant qu'ils bénéficient du soutien populaire, mais tombent devant l'alliance de l'impérialisme et de l'oligarchie lorsqu'ils le perdent.

Et le danger est présent en permanence. Si Correa conserve autour de 40 % de popularité, Morales est tombé sous ce seuil après avoir tenté d'augmenter de 78 % le prix des carburants, sous la pression des multinationales pétrolières. Les grandes manifestations antigouvernementales du 8 novembre en Argentine et les résultats des dernières élections vénézuéliennes montrent que des secteurs de la population, fatigués de la corruption, de la pauvreté et de l'insécurité, s'éloignent.

Toute la question est de savoir pourquoi de grandes mobilisations anti-impérialistes peuvent finir dans ce type de frustrations. C'est la grande contradiction que

l'avant-garde ouvrière et de gauche en Amérique latine traîne avec elle depuis des décennies. Les avant-gardes latino-américaines sont en général très fortes sur le terrain syndical et social, elles sont profondément anti-impérialistes et très combattives, mais n'ont pas de claire conscience anticapitaliste et leur indépendance politique est limitée. Elles recherchent le changement, mais pensent qu'il peut être obtenu à l'intérieur du système. La politique des gouvernements « progressistes », de redistribution de la rente nationale par le biais de plans clientélistes et de concessions au mouvement ouvrier, et en même temps de préservation des plus-values des grandes entreprises nationales et multinationales, leur paraît « juste ».

C'est la raison pour laquelle les luttes ne génèrent pas d'issues politiques indépendantes et restent canalisées dans les voies électorales, en faveur de la variante réformatrice ou de droite qui a cours.

La première tâche de tout parti anti-impérialiste et socialiste en Amérique latine est d'aider le mouvement ouvrier à conquérir son indépendance politique de toute idéologie et de tous dirigeants bourgeois ou petit-bourgeois. Mais pour cela, il faut comprendre la contradiction qu'affrontent ceux et celles qui luttent tout en continuant de suivre ce type de directions. Cette compréhension est indispensable pour faire avancer la conscience que les luttes syndicales ne suffisent pas et qu'il faut leur donner une expression politique, pour le renversement du système capitaliste. □

Cristina Fernández, Hugo Chávez, Evo Morales /wikimedia commons



La compétitivité, « une danger

Qu'est-ce que la compétitivité? La compétitivité est la transposition au niveau d'un État d'une notion qui concerne avant tout les entreprises dans une économie capitaliste : la capacité à faire face à la concurrence. Donc, couramment la compétitivité est assimilée à la capacité pour un État de conserver sa part sur le marché mondial, c'est-à-dire de maintenir ou augmenter la part de ses exportations dans le total des exportations mondiales. Comme l'a fait remarquer l'économiste américain Paul Krugman (économiste keynésien, prix Nobel d'économie), la compétitivité est une « *dangereuse obsession* »¹. Il note qu'elle repose sur une vision fallacieuse de l'économie internationale : chaque pays est assimilé à une grande entreprise luttant pour sa place sur le marché mondial. Ainsi, États-Unis et Japon seraient des concurrents de la même façon que Coca et Pepsi. Pour montrer les limites de l'analogie, il souligne que les entreprises Pepsi et Coca ne sont pas clientes l'une de l'autre (et que les ventes de Pepsi sont réalisées marginalement auprès des salariés de Coca, et réciproquement) alors que, pour les grands pays industriels, les ventes dépendent des achats de leurs partenaires. Par ailleurs, les succès du commerce extérieur ne coexistent pas forcément avec une élévation du bien-être des habitants. Krugman note enfin que le thème de la compétitivité est souvent repris par les hommes politiques car le patriotisme économique offre un excellent argument pour promouvoir des politiques économiques et sociales difficiles à vendre aux populations. De plus, ajoutait-il, la thématique de la compétitivité tend à assimiler intérêts des grandes entreprises et intérêts du pays.

Avec le « Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi », François Hollande poursuit opiniâtrement sa politique de capitulation devant le capitalisme mondialisé au nom d'un impératif de compétitivité, dont il est démontré qu'il a avant tout pour fonction de promouvoir des politiques antisociales.

Certes, il existe des définitions plus « humanistes » de la compétitivité que cette seule référence aux parts de marché. Certaines de ces définitions incluent la capacité d'assurer le bien-être des habitants. Mais il s'agit le plus souvent d'habiletés de langage. D'ailleurs, la mauvaise foi règne dans les argumentations courantes qui se bornent à raisonner à partir de comparaisons sur les salaires. Alors que, même si nous admettons que la capacité de vendre à l'étranger soit une chose importante, il est évident que cette capacité dépend de deux éléments : le prix des produits et leur qualité.

COMPÉTITIVITÉ HORS PRIX ET CHOIX PATRONAUX

La qualité renvoie à ce que les économistes appellent la compétitivité hors prix, qui englobe aussi la part d'innovation que les produits comportent, leur image de marque, leur adaptation à la demande, le service après-vente, etc. Ces éléments sont liés à l'effort de recherche-développement (R&D), au choix de gammes, de produits, à l'organisation de la commercialisation, etc. Tous ces choix relèvent strictement des chefs d'entreprise. Et on constate que ceux-ci utilisent souvent de façon complètement opportuniste les dispositifs que l'Etat croit utile de mettre en place pour renforcer l'industrie.

Ainsi, existe en France un dispositif de réduction de l'impôt dû par les entreprises

en fonction de leur effort de R&D : le crédit-impôt recherche (CIR). Le dispositif français est, d'après l'économiste Philippe Ashkenazy², un des plus généreux des pays de l'OCDE mais, en fait, l'effort de R&D ne suit pas : le coût du CIR est passé de 1,5 milliard d'euros en 2008 à plus de 4 milliards en 2009, alors que le volume des investissements de R&D n'a progressé que de 200 millions. Au point que des parlementaires de droite avaient souligné en 2010 que le CIR bénéficiait en partie à des entreprises qui n'en avaient pas besoin, ou était utilisé comme un simple outil d'optimisation fiscale. Le cas du CIR démontre, s'il était besoin, que déverser de l'argent sur des entreprises privées peut servir à tous les détournements par rapport à l'objectif affiché.

Et pourtant, la compétitivité hors prix est certainement, d'après les travaux de la Commission européenne, un des facteurs importants de difficulté des exportations de l'industrie manufacturière française : au regard des produits allemands, les produits français ont souvent une moins bonne image de marque, ce qui permet aux firmes allemandes d'avoir plus de liberté pour fixer leurs prix [cf. tableau ci-dessous].

Compte tenu du poids de quelques grandes entreprises dans les exportations de la France (par exemple l'automobile), il faudrait dans le même esprit tenir compte des choix et des erreurs individuels des dirigeants d'entreprise. Mais, comme l'écrit Philippe

Poids en % du PIB des dépenses intérieures en R&D des entreprises. 1994-2010

	1994	2000	2007	2010
France	1,43	1,37	1,31	1,38
Allemagne	1,45	1,74	1,77	1,90
Finlande	1,41	2,37	2,51	2,69
Zone Euro	-	1,18	1,20	1,27

Source : Eurostat. Toutes sources de financement (internes ou externes - État, Europe... - à l'entreprise.

Seuse obsession » capitaliste

PAR HENRI WILNO

Ashkenazy, «le présumé actuel est que les difficultés ne proviennent pas des stratégies individuelles des entreprises».

De tout cela, le rapport Gallois et, dans son sillage, le plan annoncé par le gouvernement le 6 novembre dernier ne tiennent pas compte, ou alors de façon biaisée : si les entreprises n'investissent pas dans les nouveaux produits, dans la recherche, ce serait parce qu'elles n'en ont pas les moyens, parce que leurs marges ne sont pas suffisantes. On s'apprête donc à déverser 20 milliards par an dans le cadre de ce «Pacte national pour la croissance et l'emploi» ! Il faudrait selon l'expression utilisée dans le «Pacte» «redonner aux entreprises les moyens d'un repositionnement offensif». Quelle garantie a-t-on que les entreprises vont effectivement soit baisser leurs prix (pour être compétitives à l'export), soit investir ? Et non pas rémunérer encore mieux leurs actionnaires ?

RÉDUIRE LE PRIX DU TRAVAIL, UNIQUE OBJECTIF

Si on regarde du côté des prix, une réalité s'impose : comme déterminants du prix de vente, il y a les coûts (salaires bruts, cotisations sociales patronales, matières premières, énergie, impôts...) et les marges. La logique du rapport Gallois et du plan Ayrault est centrée sur les salaires et néglige les autres éléments [cf. Quelques rappels ci-contre].

Le discours gouvernemental et patronal se concentre en effet sur le coût de l'heure de travail et, ceci, sur la base de données souvent discutables. En effet, les données les plus utilisées produites par l'Office européen des statistiques (Eurostat) posent problème, tant sur la comptabilisation des heures de travail qui sous-estime la durée du travail en France, que sur le calcul de la masse salariale³.

De plus, ce débat est en général biaisé. D'une part, il ne prend que rarement en compte la productivité du travail, c'est-à-dire le coût salarial unitaire, or les écarts de productivité entre pays sont importants et peuvent largement compenser les écarts de coût horaire. D'autre part, il mêle allègrement coût du travail dans l'industrie et dans les services marchands (commerce, etc.). Or des écarts importants peuvent exister entre

QUELQUES RAPPELS

PRIX = Coûts (dont salaires) + Marge (profit)

MARGE = Investissements + Intérêts payés + Dividendes des actionnaires

PRODUCTIVITÉ = production (valeur ajoutée) par heure de travail

COÛT DU TRAVAIL (COÛT SALARIAL) = salaire brut + cotisations sociales patronales

COÛT SALARIAL HORAIRE = coût salarial mensuel / durée mensuelle du travail*

COÛT SALARIAL UNITAIRE = coût salarial horaire / productivité*

COMPÉTITIVITÉ-PRIX = prix des exportations françaises / prix étrangers*

COMPÉTITIVITÉ-COÛTS = coûts français / coûts étrangers*

* Remarque : dans les comparaisons internationales, il faut également tenir compte des variations des taux de change (sauf pour les échanges à l'intérieur de la zone euro).

l'évolution des salaires dans l'industrie et dans les services (c'est particulièrement le cas en Allemagne, contrairement à la France). Il est à remarquer que le rapport gouvernemental à l'appui du «Pacte» n'hésite pas à faire cet amalgame, alors que cette source d'erreurs de raisonnement est bien connue.

Certes, il n'y a pas de doute que les salaires en France sont (et c'est heureux) largement supérieurs à ceux de la Chine, du Maroc ou de la Roumanie. Mais ces imprécisions comptent quand il s'agit de comparer salaires français et salaires allemands et c'est là-dessus que Ayrault prétend fonder sa politique ! Une note de la direction générale du Trésor (ministère des Finances) portant sur la comparaison France/Allemagne commence par cette phrase : «Les sources mobilisables à des fins de comparaison internationale sur le coût du travail sont diverses et ne conduisent pas exactement aux mêmes résultats.»⁴

Au total, en niveau, les écarts de coûts salariaux horaires dans l'industrie manufacturière entre la France et l'Allemagne sont microscopiques et, selon les sources, la France est au-dessus ou au-dessous de

l'Allemagne. En tout cas, même pour les sources où le coût français est supérieur (36,8 contre 36,2€), la faiblesse de l'écart ne permet pas d'expliquer la différence de performance à l'exportation. Malgré cela, le patronat et le plan Ayrault ciblent le coût salarial.

ET LE COÛT DU CAPITAL ?

L'argument patronal consiste à expliquer que l'insuffisance du taux de marge empêcherait les entreprises d'investir dans l'innovation. S'il est vrai que la dernière décennie a été marquée par un mouvement à la baisse du taux de marge, ce n'était pas le cas lors de la décennie précédente qui a vu ce dernier augmenter dans l'industrie française. Pourtant, à l'époque, l'effort en recherche-développement est resté globalement stable. Par contre, on peut remarquer que, malgré la baisse du taux de marge, la rémunération des actionnaires a continué à connaître une augmentation prodigieuse dans les années 2000. La part des revenus nets distribués aux actionnaires par les sociétés non financières en 2011 a ainsi atteint 9% de leur valeur ajoutée, point le plus haut depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le choix des entreprises a donc été de continuer à augmenter les dividendes plutôt que d'investir dans l'innovation. [cf. page suivante le graphique sur la part des dividendes des actionnaires dans la valeur ajoutée des entreprises non-financières (%)] En 2011, 9% de ce qui est produit chaque année est accaparé par les actionnaires : un niveau record !

Par ailleurs, la France est un des principaux pays de destination des investissements étrangers (IDE : investissements directs étrangers). Cela prouve qu'il est rentable de produire en France. Le rapport de mars 2012 de l'Agence française pour les investissements internationaux⁵ précise ainsi : «Avec 40 Mds USD [milliards de dollars] d'IDE entrants, selon les dernières estimations de la CNUCED (Commission des Nations-Unies pour le commerce et le développement), la France serait, en 2011, la dixième destination mondiale des flux d'IDE. Elle resterait parmi les principales

Part des dividendes des actionnaires dans la valeur ajoutée des entreprises non-financières (%)



Source : comptes nationaux INSEE

du capitalisme français et à la gestion de la classe dominante. Se mêlent ainsi plusieurs facteurs (voir quelques exemples dans l'encadré « Compétitivité : d'autres facteurs »).

LA COMPÉTITIVITÉ : UNE MACHINE DE GUERRE ET UNE IMPASSE

Avec le « Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi », le gouvernement Hollande-Ayrault vient de confirmer son allégeance aux lois du capitalisme mondialisé. Et à la première de celle-ci : la concurrence de tous contre tous. Celle-ci est exacerbée par la crise. Un exemple : dans la négociation chez Renault en France, la direction exige des syndicats qu'ils acceptent un alignement sur l'usine de Palencia en Espagne. Mais à Palencia, se sont également déroulées des négociations pour un nouvel accord de compétitivité et là, c'est l'exemple de ses usines roumaines que Renault a mis en avant. Il s'agit de culpabiliser les salariés et de les mettre en concurrence avec leurs

destinations européennes, devant l'Allemagne (32 Mds USD) et l'Espagne (25 Mds USD), notamment. Selon la CNUCED, les flux d'IDE entrants en France auraient connu une progression de l'ordre de +18 % en 2011, tandis qu'enregistraient une baisse les flux à destination de l'Allemagne (-30 %), des États-Unis (-8 %) et de la Belgique (-43 %) [...] 85 % des nouveaux investissements proviennent des sociétés nord-américaines et européennes. Les investisseurs étrangers viennent de quarante pays. 60 % des projets sont d'origine européenne. Les entreprises venant d'Amérique du Nord comptent pour 25 % du total, celles d'Asie pour 11 %. Quatre pays (l'Allemagne, les États-Unis, l'Italie et la Suisse) sont à l'origine de 52 % des nouveaux investissements créateurs d'emploi en France annoncés en 2011. »

Certes, il existe bien un problème du commerce extérieur français. En Europe, la part de marché des exportations françaises passe de 12,7 % en 2000 à 9,3 % en 2011, tandis que la balance commerciale hors énergie est passée de +17Mds € en 2002 à -25Mds € en 2011. À l'inverse, la part du marché européen détenue par l'Allemagne a progressé de 21,4 % à 22,4 % et son excédent commercial est imposant. Mais il serait erroné d'en attribuer la responsabilité à des coûts salariaux français qui seraient trop élevés par rapport à la moyenne européenne. En fait, cela renvoie à un problème global

Compétitivité : d'autres facteurs

« Depuis des dizaines d'années le sous-investissement de l'appareil industriel français est patent, ce qui retentit sur la qualité et le positionnement de ses productions. Certains faits tout à fait modernes en attestent fortement (étude Xerfi de septembre 2012) :

- **L'industrie a raté le virage de la robotisation et de l'automatisation.** Elle compte moins de 35 000 robots en France, contre plus de 62 000 en Italie et 150 000 en Allemagne. Un peu plus de 3 000 nouveaux robots ont été installés en France en 2011, en Allemagne près de 20 000. Ce parc réduit est complètement dépassé. Un robot dure plus d'une vingtaine d'années en France, contre une dizaine ailleurs.
- **En matière d'informatisation professionnelle lourde,** la France compte à peine plus de 23 000 serveurs sécurisés. Rapporté au nombre d'habitants pour corriger l'effet taille des pays, la France compte 4 serveurs informatiques sécurisés pour 10 000 habitants, le Japon 7, l'Allemagne 10, le Royaume-Uni et les États-Unis 16. Soit un rapport de 1 à 4.
- **Vu l'âge et la saturation de ces systèmes, 14 millions d'heures de travail sont perdues** dans les entreprises françaises de plus de 50 salariés, en raison des pannes informatiques (enquête CA Technologies, 2011). Rapporté au parc d'entreprises c'est plus de 1 000 heures par entreprise, soit 20 % de plus qu'en Espagne et 2 fois plus qu'en Allemagne, en Angleterre ou en Italie. Pendant ces pannes, la productivité évidemment chute ; selon la même enquête elle est alors à 57 % de son niveau normal, avec tous les coûts induits.
- **La France est en retard dans le domaine de la recherche et développement.** Elle est désormais au 12^e rang mondial, selon le dernier classement de l'OCDE, loin derrière les grands pays développés (USA, Allemagne, Japon) et en dessous de la moyenne de l'ensemble. Pour la seule recherche des entreprises privées, l'effort allemand est supérieur de 70 % au français. L'industrie concentre plus des 4/5 de cet effort privé, mais en Allemagne elle représente 21 % de la production de richesse (le PIB), en France à peine 11 %. Comment s'étonner, dans ces conditions, du manque d'innovation et par conséquent de compétitivité ?

Deux éléments qualitatifs pour compléter ce tableau :

- **Les filières de formation technique** sont dévalorisées en France et ne produisent chaque année qu'un filet réduit de techniciens et ingénieurs. Cette dévalorisation se perpétue sur le marché du travail, en termes de rémunération des ingénieurs, techniciens et ouvriers qualifiés dont l'industrie a besoin. Ce n'est pas le cas en Allemagne ou même en Italie.
- **Les PME et entreprises de taille intermédiaire (ETI)** sont sous la coupe réglée de leurs donneurs d'ordre des grands groupes. Il y en a donc moitié moins en France qu'en Allemagne et 1/3 de moins qu'en Italie. Pourvoyeurs d'emploi théoriques par le nombre, elles sont devenues un réservoir de chômage avec la crise. Leur situation et leur position sont notablement différentes en Allemagne et en Italie, où elles sont une pièce importante du dispositif de production. »

Source : « Après les pigeons, voici les vautours », Apex-Flash, novembre 2012



collègues des autres établissements. La compétitivité est l'argument massue dans cette logique.

Le capitalisme est actuellement engagé dans une course folle pour rétablir ses profits, et les salariés devraient payer pour des choix dans lesquels ils n'ont aucune part ! Chaque pays essaye de gagner des marchés à l'extérieur et, pour cela, comprime encore plus les salaires et dégrade les conditions de travail. La contraction de la demande interne dans tous les pays, produite par la réduction des salaires et les coupes dans les dépenses publiques, pèse sur le commerce extérieur de tous. Où exporter lorsque tous les pays réduisent leur demande ?

Le patronat considère que le coût du travail est trop élevé et la stabilité relative du contrat de travail un privilège. Les travailleurs ne vaudraient pas ce qu'ils coûtent ! Mais en réalité, c'est le travail qui assure la production des richesses au prix de sa mise

en danger quotidienne. Du fait non seulement des centaines de milliers d'accidents du travail, mais aussi de la généralisation des troubles musculo-squelettiques et des dépressions d'origine professionnelle tandis que, malgré la tragédie de l'amiante, les risques de cancers professionnels ne reculent pas.

Il faut donc en finir avec la logique même de la compétitivité qui, basée sur la concurrence de tous contre tous, approfondit les inégalités et détruit les équilibres écologiques. Certes, un gouvernement des travailleurs ne pourrait se désintéresser de son commerce extérieur. Il pourrait, par exemple, être conduit à prendre des mesures de soutien à l'industrie et de limitation de certaines importations. Mais il le ferait, non pas pour protéger et développer l'«entreprise France», mais pour assurer la pérennité des nouvelles conquêtes sociales. D'abord les conquêtes sociales, ensuite leur protection. Et non

pas la destruction des acquis sociaux pour rétablir les profits des entreprises.

Le plus rapidement possible, il s'agira de construire un nouvel ordre économique et social mondial aux antipodes de la compétitivité. □

1. Paul Krugman, *Competiveness - A dangerous obsession*, *Foreign Affairs*, March/April 1994 (volume 73, number 2).

2. Philippe Askenazy, *Un choc de compétitivité en baissant le coût du travail ? Un scénario bancal qui évince des pistes alternatives*, *document de travail du Cepremap*, octobre 2012.

3. *Attac & Fondation Copernic*, *En finir avec la compétitivité*, novembre 2012

4. *DG-Trésor*, *Que dire du coût du travail en France par rapport à l'Allemagne ?*, 28 avril 2011.

5. *Rapport de l'Agence française pour les investissements internationaux*, mars 2012.

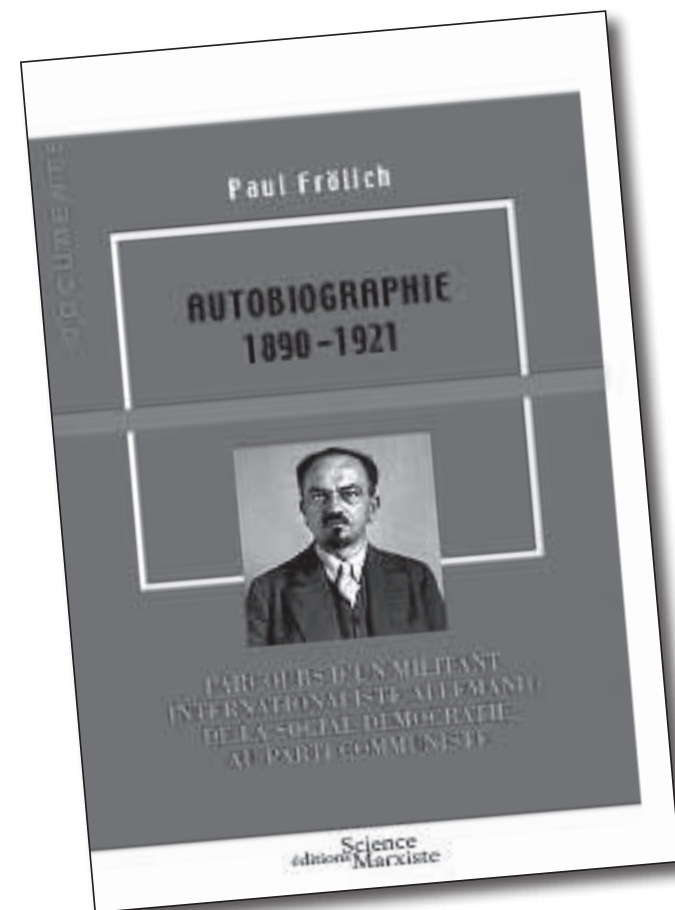
PAUL FRÖLICH, ACTEUR ET TÉMOIN DE LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

PAR PIERRE LEVI

Sous une couverture austère se cache un livre du plus grand intérêt pour l'histoire du mouvement ouvrier allemand. Ainsi que l'indique le sous-titre, il s'agit du « Parcours d'un militant internationaliste allemand : de la social-démocratie au Parti communiste, 1890-1921 ». Le nom de Frölich n'évoque pas grand chose au plus grand nombre mais il est pourtant l'auteur d'une biographie de référence de Rosa Luxemburg (Harmattan, 1991). En dehors de ces ouvrages, aucune autre de ses nombreuses œuvres n'est traduite en français¹. C'est dire tout l'intérêt de cette autobiographie qui retrace ce que fut la social-démocratie avant la première guerre mondiale jusqu'à la fondation du parti communiste après elle. Excellamment édité par les éditions Sciences marxistes, les notes de bas de page ainsi que les appendices constituant une véritable source d'information, ce livre est un régal de lecture. Divisé en dix chapitres, il suit le développement et l'activité du fils d'un militant social-démocrate de Leipzig.

Premiers pas dans la social-démocratie

Paul naît en effet dans une famille militante. Ses remarques sur son milieu social permettent de comprendre la soif de connaissance qui imprégnait une partie des milieux ouvriers conscients. Le socialisme ne se résume pas à la satisfaction des



Paul Frölich, Autobiographie, Paris, Ed. Sciences marxistes, 2012, 245 p., 15 €

revendications matérielles, mais représente également une élévation de l'esprit. « *Le manque de savoir suscitait une plus grande jalousie envers la classe dominante que l'opposition entre pauvres et riches ; et la plus grande fierté de classe, c'était que "l'ouvrier éclairé" était en possession de l'authentique savoir matérialiste et donc bien supérieur au bourgeois* » (page 9). Vers 15-16 ans, il intègre le mouvement ouvrier, où il est

conquis par le courant révisionniste². Mais la réalité profonde du parti, à Leipzig, c'est la permanence d'une société séparée du reste de la société, la Korpore (pages 45 et suivantes). Du fait des lois antisocialistes édictées par Bismarck en 1879, une structure secrète du SPD continuait d'exister. Cette structure rassemblait environ 500 membres, qui fonctionnaient par cooptation de militants actifs, dans le secret de la masse des

adhérents. C'est la Korpore qui décidait des activités de toutes les organisations ouvrières : syndicats, coopératives, caisse de maladie, etc. Frölich en devient membre, preuve de la confiance que lui accorde les plus anciens, qu'il va pourtant critiquer virulemment. Car ces militants expérimentés, totalement dévoués au fonctionnement du parti, constituent en pratique l'ébauche d'une bureaucratie routinière qui freine l'activité du plus grand nombre. Avec un de ses jeunes camarades, Frölich va engager la bataille contre la Korpore. Il perdra son combat et c'est seulement durant la guerre que cette structure illégale disparaîtra. Engagé comme journaliste, il part à Hambourg où il fait ses premières armes dans la presse du parti, ce qui vaut au lecteur d'intéressantes perspectives sur le fonctionnement d'une presse ouvrière de masse.

Kienthal et Spartakusbund

Au moment du déclenchement de la guerre, il est à Brême. Ville particulièrement intéressante, car c'est la gauche de la social-démocratie qui y domine. Il part au front comme appelé, avant d'être révoqué pour inaptitude en 1915. Il participe aux discussions de la gauche anti-guerre et est envoyé comme délégué à la conférence de Kienthal à Pâques 1916. Son récit de l'intérieur de cette seconde conférence des

internationalistes anti-guerre, après celle de Zimmerwald, constitue aussi un aspect précieux du livre. Repéré comme opposant, il est de nouveau envoyé au front, où il reste jusqu'à la fin de la guerre. Le quatrième chapitre est tout entier consacré à novembre 1918 et au mouvement révolutionnaire qui s'étend du nord de l'Allemagne aux troupes et aux ouvriers des grandes villes, Berlin en premier lieu. Mais c'est de Hambourg que Frölich participe activement à l'activité du courant de gauche, les Linksradikalen (la gauche

radicale). Son analyse de la manière dont la social-démocratie a su récupérer le mouvement de radicalisation est particulièrement pertinente. En fait, malgré l'impact du courant révolutionnaire, celui-ci était composé d'hommes jeunes, largement inconnus des masses ouvrières qui ont continué à faire confiance aux cadres organisateurs, en particulier les responsables syndicaux, base de masse de la modération.

Il est délégué au congrès de la Ligue Spartacus (Parti communiste d'Allemagne, KPD)³ et en retrace les débats, dominés par une sensibilité d'ultra-gauche au grand dam de Luxemburg et d'autres dirigeants. Ces passages valent au lecteur de brillants portraits de Rosa mais aussi et surtout, car moins connus, de Léo Jogisches, ancien compagnon de Rosa et véritable organisateur du Spartakusbund.

De la Bavière des conseils à « l'action de mars »

La république bavaroise des conseils, sur laquelle peu de littérature est disponible en français⁴ donne lieu à un récit extrêmement circonstancié et sur le fond très critique. Frölich va jusqu'à considérer que cette aventure était « une entreprise hâtive dans une situation qui n'était pas mûre, que c'était un putsch » (page 154). Tandis que le mouvement ouvrier lié organiquement à la social-démocratie se renforce considérablement durant ces quelques mois (les syndicats passent d'un peu moins de 1,5 millions d'adhérents en novembre 1918, à plus de 7 millions fin 1919), le courant ultra-gauche du KPD continue à préconiser une orientation aventuriste. Cela aboutit, au congrès de Heidelberg (octobre 1919), à l'exclusion de ces courants du KPD et à la formation du KAPD (Kommunistische Arbeiterpartei

Deutschlands, Parti ouvrier communiste d'Allemagne), fort de plusieurs dizaines de milliers de militants.

Les forces réactionnaires ne restent pas inactives face à l'agitation ouvrière et révolutionnaire. Frölich consacre de longs développements au putsch de Kapp, de mars 1920. Kapp était un officier d'extrême droite qui tenta de s'opposer à la République. Mais ce putsch échoua lamentablement suite à l'appel à la grève générale lancée par la direction social-démocrate des syndicats. Une des plus grandes et décisives grèves de l'histoire européenne diligentée par les réformistes les plus modérés, voilà un enseignement qui mérite d'être médité.

Marginalisé par la social-démocratie, le KPD se lance alors dans « l'action de mars » (1921), tentative de soulèvement, soutenue par l'Internationale communiste, qui sera un échec, marquant la fin d'une période dominée par la perspective révolutionnaire. Frölich fournit de nombreux éléments de connaissance et d'analyse sur le positionnement du KPD⁵. C'est l'occasion pour lui de dresser un portrait louangeur de Paul Levi, le dirigeant du parti qui était hostile à l'action de mars (« action blanquiste ») et sera ensuite exclu du KPD. Le récit s'achève courant 1921.

Ce compte rendu ne peut témoigner de l'extraordinaire richesse de cette autobiographie. Depuis la publication du livre de Broué cité précédemment, il y plus de quarante ans, aucun ouvrage inédit aussi important sur le mouvement ouvrier allemand n'avait été publié en français. Le destin de Frölich se poursuivra dans le mouvement communiste, avant de rompre avec le KPD pour s'engager dans le courant qui donnera naissance à la fin des années

1920 au KPO (Kommunistische Partei Opposition) puis au SAP (Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands, Parti socialiste des travailleurs), avec lequel Trotsky aura des discussions au milieu des années 1930. Frölich meurt en 1953, membre du SPD. Il laisse de nombreux textes, et l'on peut espérer que la publication de son autobiographie ne sera que le prélude à d'autres traductions. □

1. Profitons de l'occasion pour signaler l'extraordinaire retard de l'édition française, y compris engagée, dans l'édition des ouvrages allemands. Ainsi, la biographie de référence d'Engels de Gustav Mayer (Friedrich Engels. Eine Biographie), parue en 1921 n'est toujours pas disponible dans notre langue. De même les deux sources essentielles sur la révolution de novembre 1918, celle d'Emil Barth, *Aus der Werkstatt der deutschen Revolution, 1919* et celle de Richard Müller, *Vom Kaiserreich zur Republik, 1924*, attendent toujours une version française.

2. La révision du caractère révolutionnaire du marxisme trouve son origine dans la publication du livre d'Édouard Bernstein, en 1898, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*. Se reporter à l'édition de 2010 par *Les Nuits rouges*, qui comporte des contributions critiques de Karl Kautsky, Rosa Luxemburg et Gheorgi Plekhanov.

3. Le Spartakusbund, Ligue Spartacus, regroupement des oppositionnels socialistes à la guerre, créé en 1917, était dirigé par Rosa Luxemburg, Franz Mehring et Karl Liebknecht. Il adhère d'abord à l'USPD (Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne), scission de gauche du SPD, pour s'en séparer dès la fin 1918 et créer le PC allemand (KPD). Sur cette histoire tumultueuse, la référence incontournable est Pierre Broué, *Révolution en Allemagne, 1917-1923*, Minuit, 1990 (première édition 1971).

4. On lira Rosa Meyer-Leviné, *Vie et mort d'un révolutionnaire*. Eugen Leviné et les conseils ouvriers de Bavière, *La Découverte*, 1988; Erich Mühsam, *La république des conseils de Bavière, Spartacus, 1919*; ou encore Ernst Toller, *Une jeunesse en Allemagne, L'âge d'homme*, 1999.

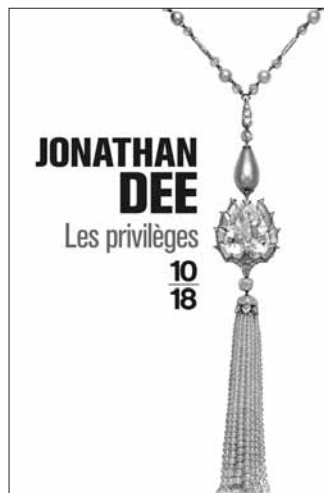
5. Ainsi, on découvrira au fil des pages, notamment, son analyse tant de la réception des 21 conditions de l'Internationale Communiste par le KPD ou encore les discussions de fusion de l'USPD et du KPD en 1921, discussions sur lesquels il jette un regard particulièrement critique.

CHRONIQUE D'UNE ASCENSION SOCIALE

PAR HENRI CLÉMENT

Riches et amoureux, Cynthia et Adam forment un couple auquel tout semble réussir. Leur mariage, auquel Jonathan Dee consacre le premier chapitre de son roman *Les privilèges*, constitue la première marche de leur ascension qui doit les conduire au sommet de la société. Loin des images hollywoodiennes et de ces cérémonies à la gloire de l'amour désintéressé, cet évènement permet au jeune d'effacer les traces de ses origines pour enfin commencer à tracer sa propre route. Pour Adam, fils d'un plombier devenu permanent syndical, il s'agit bien d'affirmer un nouveau départ, comme son prénom le suggère. À côté de l'amour réel l'unissant à Cynthia, le roman se fait la chronique détournée de son ascension de classe dans l'Amérique contemporaine. Toute la force du récit tient à la fois à la distance instaurée par Jonathan Dee et à son style, froid, détaché, presque médical, créant une atmosphère fascinante, proche du documentaire. Que le lecteur ne s'attende pas à une leçon de morale, à la fin, à la manière des vieilles fables. La sagesse populaire se plaît à répéter ce vieux dicton : « *Bien mal acquis ne profite jamais.* » Pourtant, pour certains, bien mal acquis profite, et pas qu'un peu. Dans sa soif d'ascension, Adam emprunte les voies détournées du délit d'initié pour se forger une fortune colossale. Le fardeau, un peu lourd, lui pesant, il avoue tout à sa femme, qui le soutient dans cette épreuve. Pas de châtement final, de retournement de dernière minute : ils profitent de leur argent et, comme tous les milliardaires aux États-Unis depuis les barons voleurs, ils

bâtissent des fondations et des œuvres caritatives. Leurs enfants suivent la même voie. Leur adolescence les



Les Privilèges, Jonathan Dee, traduit de l'anglais par Elisabeth Peellaert, 10/18, 2012, 360 pages, 8,10 euros

conduit à se chercher, à tester leurs limites dans la drogue ou la musique. Mais au final, chacun rentre au bercail. Pour April, par exemple, la prise de conscience se fait lors de la visite d'une usine en Chine. Prise de conscience de l'injustice, de l'exploitation ? Au contraire, prise de conscience de sa situation et de la nécessité de l'assumer. Le même processus se produit pour Jonas dans sa quête de l'art brut. À l'exemple du prophète biblique, sa désobéissance est de courte durée. Par delà les discours qui se répandent dans les médias sur la démocratie, la liberté, l'égalité, le roman de Dee vient en fait réaffirmer un constat élémentaire : les classes sociales existent. Sans volonté de démontrer quoi que ce soit, il met en scène le processus quasi chimique de cristallisation de cette classe, de l'insertion d'un groupe d'individus au plus haut

niveau de la société, tout en nous permettant de comprendre également la fascination que nous pouvons éprouver parfois à leur égard. Par bien des aspects, ce roman illustre parfaitement le petit ouvrage du couple de sociologues Pinçon et Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, qui se concluait ainsi : « *Dominante, la bourgeoisie est aussi la classe dont les ressources et la richesse proviennent de l'exploitation du travail des autres classes.* » Le parcours des enfants Morey, April et Jonas, vient parachever ce processus social. Petits enfants de plombier syndicaliste, confrontés à la réalité, ils cessent de se rebeller et rentrent dans le rang. Comme le rappellent les sociologues : « *Une position dominante dans la société permet de se*

fier à son habitus, en quelque sorte. En agissant comme les dispositions intériorisées portent à le faire, le plus probable est que l'on agira en fonction de ses intérêts de classe. » Et pour la plus grande fierté de leurs parents, les intérêts d'April et Jonas sont devenus ceux de la bourgeoisie ! □

1. *Sociologie de la bourgeoisie, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, coll. Repères, La Découverte, 2007, p. 111.*

A LA RENCONTRE DE

Le couple Shelley est à la fois un monument des lettres anglaises et une sorte de modèle du couple romantique. Écrivains en rupture de ban avec les valeurs de la société victorienne, bohèmes et iconoclastes, ils ont durablement marqué la littérature mondiale. Mais loin de se résumer à une simple biographie illustrée, le dyptique en bandes dessinées signé David Vandermeulen et Daniel Casanave nous entraîne sur des chemins de traverse. Le premier tome est consacré à la jeunesse de Percy Shelley. Issu d'un milieu très aisé, cet adolescent déluré adore la provocation. L'album s'ouvre d'ailleurs sur l'un de ses premiers faits d'armes, ou de plume pour être plus précis :

l'envoi à tous les évêques du royaume d'Angleterre d'un traité exposant la nécessité de l'athéisme ! Ce qui lui



Shelley, tome 1 : Percy, Vandermeulen, Casanave, Le Lombard, 2012, 14,99 euros



Voisins d'ailleurs, Clifford D. Simak, traduit de l'anglais par Pierre-Paul Duranstanti, Gilles Goulet, P. J. Isabelle et Michel Lederer, Folio SF, Gallimard, 2012, 416 pages, 7,50 euros.

SIMAK, L'HUMANISTE

PAR HENRI CLÉMENT

La publication en poche du recueil de nouvelles de Clifford D. Simak, *Voisins d'ailleurs*, est l'occasion de découvrir l'un des grands auteurs de science-fiction américains et donne une vision de son travail sur la deuxième moitié du XX^e siècle. Né dans le Wisconsin, ayant passé son enfance à la ferme, ses premiers textes sont empreints de cette expérience : ses personnages vivent à la campagne, au rythme des travaux agricoles et des visites à leurs voisins. La relation aux extraterrestres est d'ailleurs envisagée sur ce même mode de la relation de voisinage, loin des visions paranoïaques d'invasisseurs agressifs et destructeurs.

La nouvelle *Le voisin* est vraiment représentative des thèmes et du style de Simak : un nouveau fermier vient s'établir à Coon Valley et son

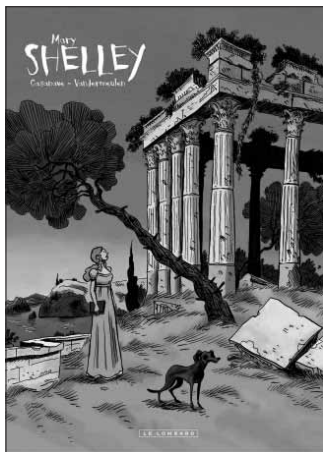
installation est suivie d'étranges phénomènes. Cet homme baptisé Reginald Heath aurait fui le bloc de l'Est pour venir s'établir dans cette paisible vallée. Réfugié, il l'est bien, mais d'une autre planète – ce qui n'empêche pas qu'il soit accueilli à part entière dans la communauté. Il y a là l'autre aspect essentiel des récits de Simak : son profond humanisme. Nous sommes à l'exact opposé de scénarios du type *Independance Day*, dans lesquels la lutte contre un envahisseur extraterrestre est l'occasion de glorifier la puissance des États-Unis. Peu de gadgets technologiques dans ces textes, mais bien une interrogation répétée sur les capacités de l'humanité à vivre en paix et en harmonie. La maternelle, le texte qui ouvre le recueil, pose clairement cette question d'une éducation de l'humanité, en même temps

qu'une critique des réponses militaires propres aux États-Unis. Le bidule, quant à lui, en reprenant le thème du contact avec une forme de vie extraterrestre, prend les perspectives habituelles à contre-pied. Ces textes sont également une critique des délires patriotiques qui embrasent régulièrement nos sociétés. Ils interrogent l'avenir de notre planète et de nos sociétés, comme en témoigne *La photographie de Marathon* : « *Imaginez que les droits de l'homme doivent prendre le pas, en théorie comme en pratique, sur le droit de propriété? [...] Imaginez que le nationalisme soit condamné [...] Ou que le patriotisme apparaisse comme une ineptie.* » Très loin des clichés et préjugés dont continue de souffrir la science-fiction, *Voisins d'ailleurs* offre un aperçu de sa richesse et de son dynamisme. □

PERCY ET MARY SHELLEY

PAR HENRI CLÉMENT

vaut l'honneur d'être exclu de l'université d'Oxford. S'ensuit une vie de voyages et d'expéditions, jusqu'à sa



Shelley, tome 2: Mary, Vandermeulen, Casanave, Le Lombard, 2012, 14,99 euros

rencontre avec Mary, jeune femme vive et intelligente avec qui il s'enfuit, embarquant pour le continent.

Dans le second volume, Mary occupe petit à petit le centre de la scène. La rencontre du couple avec les autres sommités des lettres que sont Lord Byron et Polidori est l'occasion d'un jeu littéraire particulièrement réussi, qui embarque le lecteur, sans qu'il s'en rende compte, dans les méandres de l'œuvre de Mary Shelley. À travers une Europe en plein bouleversement, on s'attend à croiser la route de Frankenstein, mais ce sont sur de tout autres rivages que nous abordons!

Nous avons déjà eu l'occasion de dire dans ses colonnes le bien

que nous pensions du travail de David Vandermeulen¹. Une nouvelle fois, son scénario est impeccable et parfaitement servi par le dessin dynamique de Daniel Casanave qui, en adoptant une ligne claire un brin naïve et très colorée, réduit la distance qui pourrait nous séparer de ces personnages volontiers figés dans leur posture de monstres sacrés littéraires. Le contraste entre ce graphisme et l'atmosphère fantastique dans lequel plonge progressivement le récit est une vraie réussite. Les deux auteurs nous campent un jeune Shelley virevoltant, faisant fi de nombreuses convenances, parfois peu au fait des réalités matérielles, et une Mary brillante et imaginative. Le petit dossier documentaire qui conclut le

second tome donne quelques unes des clefs de cette escapade littéraire, qui reste avant tout un vrai plaisir de lecture. □

1. « Fritz Haber, une généalogie de la barbarie moderne », *Tout est à nous!* La revue, n° 18, février 2011.

S'ABONNER

Abonnements par chèque, à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
 ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 50 euros **100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 38 euros **76 euros**

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
 22 euros **44 euros**

ÉTRANGER

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 70 euros **140 euros**

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET
 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

N° DE COMPTE
 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements

par prélèvement automatique
 Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER:
**NOUVELLE SOCIETE DE PRESSE,
 D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
 (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
 93100 MONTREUIL
 NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:
554755**

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

TOUT est à nous! LA REVUE
 mensuel du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
 diffusion.presse@npa2009.org
Administration:
 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir,
 93100 Montreuil
 redaction@npa2009.org
Commission paritaire:
 0514P11509
Tirage: 3 000 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle
 Société de presse, d'audiovisuel
 et de communication (NSPAC)
 SARL au capital de 3500 euros
 (durée 60 ans)
**Gérant et directeur
 de publication:**
 Ross Harold
Impression:
 Rotographie,
 Montreuil-sous-Bois
 Tél.: 01 48 70 42 22
 Fax: 01 48 59 23 28
 mail: rotoimp@wanadoo.fr

LISEZ

**TOUT EST À NOUS!
 L'HEBDO**

